INTRODUCTION AUX DEUX DOSSIERS

CONDUITE À TENIR DEVANT LE RISQUE CMR ET LES ACD

L'utilisation des produits chimiques dans le monde du travail est largement répandue et ceci dans la plupart des secteurs d'activité industrielle (nettoyage, dégraissage, peintures, encres, adhésifs, …) ainsi qu'en dehors de l'industrie (photocopieuses, produits d'entretien ménager, …). Il existe environ 16 millions de substances chimiques dans le monde, selon le Chemical Abstracts Service (CAS). Plus de 100000 substances chimiques sont enregistrées et commercialisées en Europe, dont 10% vendues en quantités supérieures à 10 tonnes. Plus de 20 % des substances chimiques produites en grandes quantités au sein de l'UE sont dépourvues de données toxicologiques. Ce n’est donc pas parce qu’un produit est commercialisé qu’il est sans danger.

Depuis le 18 septembre 1981 (directive 79/831/CEE), seules les nouvelles substances chimiques font l'objet de tests systématiques visant à déterminer leur incidence dans le milieu professionnel, sur les consommateurs, et sur l'environnement. Les substances utilisées ou créées avant cette date sont dénommées substances chimiques « existantes » et l'UE élabore actuellement une stratégie visant à les tester systématiquement, le programme REACH : enregistrement, évaluation et autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances.

Il est nécessaire d’évaluer le risque

On distingue trois catégories de danger : les dangers physico-chimiques (explosible, comburant, inflammable,…), les dangers pour la santé (toxique, corrosif, mutagène, cancérigène,…) et enfin les dangers pour l’environnement. Ces dangers rendent primordiale une évaluation concertée des risques qui devra déboucher sur l’adoption de mesures de prévention afin d’éviter la survenue de maladies professionnelles ou d’accidents de travail.

Cette démarche s’inscrit dans une démarche globale d’évaluation des risques qui comprend trois étapes indispensables : l'identification, la hiérarchisation et la maîtrise des risques (note technique 29).

Il est essentiel d’associer dans cette démarche les différents acteurs concernés au sein de l’entreprise (le chef d’entreprise, la hiérarchie, les représentants du personnel, les opérateurs,…). Le service de santé au travail, conseiller de l’entreprise en matière de prévention des risques professionnels peut vous aider tout au long de la démarche, tout comme les services de prévention des risques professionnels des Caisses Régionales d’Assurance Maladie (CRAM). Un certain nombre d’éléments peut, en effet, être plus rapidement accessible par l’intermédiaire de professionnels :

- base de données Orfila (composition des produits) dont l’accès est réservé aux Centre Anti-poisons, aux CRAM, à l’Institut National de Recherche et de Sécurité et aux Directions Régionales du Travail, de l’Emploi et de la Formation Professionnelle
- utilisation de logiciel en ligne comme Clarice ou Opér@ pour évaluer le risque chimique et faire des simulations

Brom M. (MIRTMO), Chabot V. (AST 67), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
- aide à l'évaluation du risque par la biométrie (analyse de sang, d'urines,...) prescrite par le médecin en santé au travail, mesures atmosphériques réalisées par les services de santé au travail ou les services de prévention des CRAM ou des laboratoires indépendants

La réglementation est un guide

Le dossier que nous vous proposons synthétise les obligations des employeurs et des médecins du travail, relatives au risque chimique. Il est utilisable par toute entreprise quelle que soit sa taille et sa spécialité. La réglementation pose les bases de la gestion du risque chimique en entreprise, c'est pourquoi nous nous y référons tout au long du document.

Une synthèse réglementaire rédigée en 2004, par la Direction Régionale du Travail d'Alsace permet de cerner visuellement la logique des textes et de comprendre les spécificités des produits dits CMR (cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction) et ACD (agents chimiques dangereux). Les textes réglementaires les plus récents précisent les modalités de classement des substances et préparations dangereuses ainsi que les modes d'élaboration et de transmission des fiches de données de sécurité (FDS), document majeur qui doit permettre « aux utilisateurs professionnels de prendre les mesures nécessaires en matière de protection de la santé et de la sécurité sur les lieux de travail et de protection de l'environnement. » Tout produit entrant en entreprise devrait être accompagné de sa FDS à jour c'est-à-dire conforme aux exigences prévues au titre IV et à l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant REACH. Les FDS sont obligatoires pour tout produit classé dangereux ainsi que pour tout produit non étiqueté s'il contient plus de 1% en masse pour les préparations autres que gazeuses et supérieure ou égale à 0,2 % en volume pour les préparations gazeuses, au moins une substance présentant un danger pour la santé ou l'environnement (art R. 4411-2, R. 4411-3, R. 4411-4, R. 4411-5, R. 4411-6 du CT) ou une substance pour laquelle il existe une valeur limite d'exposition réglementaire (art R. 4412-149 du CT).

Composition du dossier

Ce dossier est constitué de deux parties distinctes, l'une consacrée aux produits CMR, l'autre aux ACD, sur le modèle de la réglementation. Dans chaque partie, on retrouve le champ d'application du dossier et les principes de prévention. Il n'y a pas de différence majeure entre la gestion du risque CMR et celle du risque ACD hormis lorsque l'évaluation du risque fait apparaître que le risque d'exposition aux ACD est faible. Cette notion de risque faible n'existe pas pour les CMR.

Les mesures de prévention et notamment la substitution s'impose pour tout CMR. Pour les ACD, un certain nombre de mesures réglementaires ne s'impose que si le risque a été évalué « non faible ».

Les CMR doivent être substitués en première intention, alors que pour les ACD, c'est le risque qui doit être supprimé. Les principes généraux de prévention se ressemblent néanmoins en beaucoup de points, et notamment, en ce qui concerne la traçabilité des expositions qui est une des grandes nouveautés du décret 2003-1254 concernant les agents chimiques dangereux.

Deux dossiers pratiques sont annexés (CMR et ACD) qui contiennent un certain nombre de modèles de documents nécessaires à une bonne gestion du risque chimique en entreprise. D'autres dossiers existent, notamment celui de Médisis (service de santé au travail dans l'Oise).
SOMMAIRE

OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES EMPLOYEURS ET DES MEDECINS DU TRAVAIL LORS DE L’UTILISATION DE PRODUITS CANCEROGENES, MUTAGENES OU TOXIQUES POUR LA REPRODUCTION (CMR)

1 OBJET DU DOSSIER ................................................................. 5
   1.1 Champ d’application ......................................................... 5
   1.2 Les autres agents chimiques ............................................ 8
   1.3 Les autres agents non chimiques « CMR » ...................... 8

2 OBLIGATIONS DE L’EMPLOYEUR ..................................... 8
   2.1 Evaluation - Mesurage .................................................... 8
      2.1.1 Evaluation des risques ........................................... 8
      2.1.2 Contrôle obligatoire des Valeurs Limites d'Exposition Professionnelles ............... 9
      2.1.3 Expositions anormales ........................................... 10
   2.2 Prévention ...................................................................... 10
      2.2.1 Principes généraux .................................................. 10
      2.2.2 Femmes enceintes et femmes allaitantes .................. 11
      2.2.3 Mesures et règles d'hygiène .................................. 11
      2.2.4 Equipement de protection individuelle ..................... 11
      2.2.5 Information et formation à la sécurité ...................... 11
   2.3 Traçabilité ..................................................................... 12
      2.3.1 Liste actualisée ....................................................... 12
      2.3.2 Fiche d'exposition ................................................. 13
      2.3.3 Attestation d'exposition ......................................... 13
   2.4 Suivi médical .................................................................. 13

3 OBLIGATIONS DU MEDECIN DU TRAVAIL ....................... 14
   3.1 Connaître les risques ..................................................... 14
      3.1.1 Faire les études de postes ...................................... 14
      3.1.2 Réaliser la Fiche d’Entreprise ................................. 14
      3.1.3 Prendre connaissance de l’évaluation des risques faite par l’employeur .............. 14
   3.2 Effectuer un suivi médical particulier ............................ 14
   3.3 Obligation de conseil et d’information ............................ 15
   3.4 Fertilité – grossesse – allaitement ................................ 15
   3.5 Participation à la surveillance post-professionnelle .......... 16
   3.6 Déclaration des maladies à caractère professionnel ........ 16
   3.7 Système complémentaire de reconnaissance des maladies professionnelles .......... 17

4 CLASSIFICATION REGLEMENTAIRE ................................. 17
   4.1 Classification réglementaire en France ......................... 17
   4.2 Classification du Centre international de recherche sur le cancer .............................. 18
   4.3 Etiquetage et phrases du risque ................................. 18
   4.4 VLEP réglementaires ..................................................... 20
      4.4.1 Amiante ............................................................... 21
      4.4.2 Plomb ................................................................. 21
      4.4.3 Benzène ............................................................. 22
      4.4.4 Chlorure de vinyle monomère ................................. 22
      4.4.5 Poussière de bois ............................................... 22
      4.4.6 N,N-diméthylacétamide ....................................... 22
      4.4.7 Fibres céramiques réfractaires .............................. 22
   4.5 VLEP indicatives ........................................................... 22

5 DOSSIER PRATIQUE CMR .................................................. 23
   5.1 Lettres types aux employeurs ....................................... 23
      5.1.1 Première lettre ...................................................... 23
      5.1.2 Deuxième lettre .................................................... 23
   5.2 Evaluation du risque ..................................................... 23
   5.3 Fiche individuelle d’exposition. Attestation d’exposition ..................................... 23
   5.4 Première lettre ............................................................. 24
   5.5 Deuxième lettre ............................................................ 25
OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES EMPLOYEURS ET DES MEDECINS DU TRAVAIL LORS DE L’UTILISATION D’AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX

1 OBJET DU DOSSIER....................................................................................................................33
1.1 Champ d’application.................................................................................................................33

2 OBLIGATIONS DE L’EMPLOYEUR..............................................................................................35
2.1 Première évaluation des risques ; mise en place de mesures de prévention associées pour supprimer ou réduire au minimum ces risques ; communication des résultats ................................35
2.2 Les mesures à prendre s’il existe un risque pour la santé des travailleurs .........................36
2.3 Incidences sur le suivi médico-professionnel des salariés ..................................................37

3 OBLIGATIONS DU MEDECIN DU TRAVAIL ................................................................................38
3.1 Connaître les risques et les travailleurs exposés ....................................................................38
3.1.1 Faire les études de postes et actions en milieu de travail. .............................................38
3.1.2 Réaliser la Fiche d’Entreprise ..........................................................................................38
3.1.3 Prendre connaissance de l’évaluation des risques faite par l’employeur : .....................38
3.1.4 Être au courant de la liste actualisée (tenue par l’employeur) des travailleurs exposés 38
3.1.5 Recueillir le double de la fiche d’exposition .................................................................38
3.2 Effectuer une surveillance médicale renforcée ....................................................................38
3.2.1 Effectuer un examen médical du salarié préalable à son affectation..............................38
3.2.2 Etablir une Fiche d’aptitude.............................................................................................38
3.3 Obligation de conseils et d’informations – Obligations diverses..............................................40
3.4 Grossesse - Allaitement...........................................................................................................41
3.5 Maladies liées à une exposition professionnelle : rôle du médecin du travail ......................41
3.5.1 Maladies Professionnelles Indemnisables : ....................................................................41
3.5.2 Système complémentaire de reconnaissance des Maladies Professionnelles : ............42
3.5.3 « Déclaration de maladies à caractère professionnel » .............................................42
3.5.4 « Listes des maladies ayant un caractère professionnel » .............................................42

4 CLASSIFICATION ET ETIQUETAGE ...........................................................................................43
4.1 Principes et définitions de base de l’étiquetage réglementaire : .........................................43
4.2 La fiche de données de sécurité ...........................................................................................43

5 DOSSIER PRATIQUE ACD...........................................................................................................54
5.1 Information des employeurs sur l’existence du décret ACD ................................................54
5.2 Obligations employeur après recensement – version longue .............................................55
5.3 Obligations de l’employeur après recensement – version courte .....................................59
5.4 Modèle de lettre pour les garagistes......................................................................................61
5.5 Modèle de fiche individuelle d’exposition.............................................................................65
5.6 Modèle d’attestation d’exposition ........................................................................................66
5.7 Modèle de lettre pour l’employeur, à envoyer aux fournisseurs .........................................68
OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES EMPLOYEURS ET DES MEDECINS DU TRAVAIL LORS DE L’UTILISATION DE PRODUITS CANCÉROGENES, MUTAGÈNES OU TOXIQUES POUR LA REPRODUCTION (CMR)

1 OBJET DU DOSSIER

L’objet de ce dossier est de rappeler les obligations et responsabilités réglementaires des employeurs et des médecins du travail, selon le Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (dit Décret CMR) lors de l’utilisation de tels produits en entreprise.

Il faut noter qu’un certain nombre de produits suspects sur le plan de leur toxicité CMR relèvent d’autres obligations réglementaires (décret 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la Prévention du Risque Chimique) ; leur utilisation doit faire l’objet d’une discussion en entreprise, sachant que les classements des produits toxiques sont susceptibles d’évoluer en fonction des connaissances.

1.1 CHAMP D’APPLICATION

1.1-1- Est considéré comme agent cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction, toute substance ou toute préparation (art R. 4411-3, R. 4411-4, R. 4411-5, R. 4411-6 du CT) étiquetée R45 ou R49, R46, R60 et R61 avec le symbole tête de mort


Brom M. (MIRTMO), Chabot V. (AST 67), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
1.1-2- Est considéré comme agent cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction, toute substance, préparation ou procédé défini comme tel par Arrêté ministériel (Arrêté du 5-1-1993 modifié par l’Arrêté du 13-7-2006)

« Les substances, préparations et procédés considérés comme cancérigènes au sens du 2° alinéa de l'article R. 4412-60 du Code du Travail sont les suivants :
- fabrication d’auramine
- travaux exposant aux hydrocarbures aromatiques polycycliques présents dans la suie, le goudron, la poix, la fumée ou les poussières de la houille
- travaux exposant aux poussières, fumées, ou brouillards produits lors du grillage et de l’électroraffinage des matières de nickel
- procédé à l’acide fort dans la fabrication d’alcool isopropylique
- travaux exposant aux poussières de bois inhalables
- travaux exposant au formaldéhyde

Le Décret CMR intègre deux nouveaux procédés de travail :
- art. R. 4412-73 : le personnel chargé de l’entretien des équipements de travail souillés par des agents CMR
- art. R. 4412-75 : les activités d’entretien pour lesquelles une augmentation sensible de l’exposition est prévisible

1.1-3- Agents donnant lieu à un suivi post-professionnel (Arrêté du 28 Février 1995)

Seuls les agents classés CMR 1 ou 2 relèvent du Décret CMR :
- amiante
- amine aromatique
- arsenic et dérivés
- benzène
- bischlorométhyléther
- chlorure de vinyle monomère
- chrome
- huiles minérales dérivées du pétrole
- nickel (mattes)
- nitrosoguanidine
- poussières de bois

Ainsi, les oxydes de fer dans les mines ne relèvent pas du décret CMR (circulaire DRT 12)
1.1-4- Tableaux de Maladies Professionnelles

Les cancers inscrits à un Tableau de MP indemnisable doivent être considérés comme concernés par le Décret CMR uniquement si les agents cités sont classés CMR 1 ou 2 (http://www.inrs.fr ; http://www.ast67.org ; circulaire DRT 12)

Pour les autres, c’est le décret ACD qui s’applique (ex : MP 25A et 44 bis)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Agents susceptibles de provoquer la maladie</th>
<th>Numéro de tableau</th>
<th>Désignation de la maladie</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Acide chromique, chromates de zinc,</td>
<td>10 ter</td>
<td>cancers broncho-pulmonaires, cancers des cavités nasales</td>
</tr>
<tr>
<td>chromates et bichromates alcalins et</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>alcalinoterreux</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Amiante</td>
<td>30 30 bis</td>
<td>cancers broncho-pulmonaires, mésothéliomes de la plèvre, autres tumeurs pleurales</td>
</tr>
<tr>
<td>Amines aromatiques et leurs sels, N-Nitrosoéthylamine et ses sels</td>
<td>15 ter</td>
<td>cancers de la vessie</td>
</tr>
<tr>
<td>Arsenic et composés minéraux</td>
<td>20</td>
<td>cancers de la peau, angiosarcome du foie</td>
</tr>
<tr>
<td>Arsenicales (inhalation de poussières ou</td>
<td>20 bis</td>
<td>cancers broncho-pulmonaires</td>
</tr>
<tr>
<td>de vapeurs - )</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Arseno-pyrites aurifères (inhalation de</td>
<td>20 ter</td>
<td>cancers bronchiques primitifs</td>
</tr>
<tr>
<td>poussières ou de vapeurs renfermant des -</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Benzène</td>
<td>4</td>
<td>leucémies, syndromes myéloprolifératifs</td>
</tr>
<tr>
<td>Bis (chlorométhyle) éther</td>
<td>81</td>
<td>cancers broncho-pulmonaires</td>
</tr>
<tr>
<td>Bois</td>
<td>47 B</td>
<td>Carcinomes des fosses nasales, de l’ethmoïde et des autres sinus de la face</td>
</tr>
<tr>
<td>Brais de houille, goudrons de houille,</td>
<td>16 bis</td>
<td>cancers de la peau, cancers broncho-pulmonaires et cancers de la vessie</td>
</tr>
<tr>
<td>huiles de houille, suies de combustion du</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>charbon</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cadmium (inhalation de poussières ou de</td>
<td>61bis</td>
<td>cancer broncho-pulmonaire</td>
</tr>
<tr>
<td>vapeurs renfermant - )</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Chlore de vinylé</td>
<td>52</td>
<td>angiosarcomes</td>
</tr>
<tr>
<td>Cobalt associées au carbure de tungstène</td>
<td>70 ter</td>
<td>cancers broncho-pulmonaires</td>
</tr>
<tr>
<td>(poussières de - )</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nickel (grillage des mattes de - )</td>
<td>37 ter</td>
<td>cancers de l’ethmoïde, cancers broncho-pulmonaires</td>
</tr>
<tr>
<td>N-méthyl N’ nitro N-nitrosoguanidine ,</td>
<td>85</td>
<td>glioblastomes</td>
</tr>
<tr>
<td>N-éthyl N’ nitro N-nitrosoguanidine,</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>N-méthyl N-nitrosourée , N-éthyl N-</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>nitrosourée</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pétrole (dérivés du - )</td>
<td>36 bis</td>
<td>cancers de la peau</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Brom M. (MIRTMO), Chabot V. (AST 67), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Trese F. (AST 67)
1.2 LES AUTRES AGENTS CHIMIQUES


En particulier :
- les produits étiquetés R40, R68, R62 et R63 (avec le symbole Xn nocif), à savoir des substances préoccupantes pour l’homme en raison d’effets cancérogènes ou mutagènes possibles, et des substances préoccupantes pour la fertilité dans l’espèce humaine ou à effet toxique possible sur le développement de l’embryon, dans la classification CEE
- les produits classés comme cancérogènes groupe 1, groupes 2A et 2B par le CIRC (http://www.iarc.fr) mais non classés CMR 1 ou 2 par la CEE

1.3 LES AUTRES AGENTS NON CHIMIQUES « CMR »

Les radiations ionisantes, les hépatites professionnelles doivent être traitées dans le cadre des décrets spécifiques, hors décret CMR
- radiations ionisantes : Décret n°2003-296 du 31 Mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants
- hépatites : Décret n° 94-352 du 4 Mai 1994 relatif à la protection des travailleurs exposés à un risque biologique

2 OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR

2.1 ÉVALUATION - MESURAGE


C'est de la responsabilité de l'employeur.
La loi n°91-1414 du 31 décembre 1991 pose les principes de prévention, dont l’évaluation des risques. La circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 précise les conditions de cette évaluation.

Les résultats sont consignés dans le document unique.
Par ailleurs, tout employeur qui utilise des procédés de travail susceptibles de provoquer les maladies professionnelles est tenu d’en faire la déclaration à la caisse primaire d'assurance maladie et à l'inspecteur du travail (Article L461-4 du code de la sécurité sociale).

Les éléments de cette évaluation doivent être à la disposition des membres du Comité d'Hygiène Sécurité Conditions de Travail (CHSCT), du médecin du travail, de l'inspection du travail et des agents du service prévention.

Si les résultats de l’évaluation révèlent un risque, d’autres informations doivent être mises à la disposition de ces personnes ainsi qu’aux travailleurs exposés, et au médecin inspecteur régional du travail et de la main d’œuvre (MIRTMO) (art R 4412-86, R.4412-93 du code du travail) :

a) Les activités ou les procédés industriels mis en œuvre, y compris les raisons pour lesquelles des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction sont utilisés ;

b) Les quantités fabriquées ou utilisées de substances ou préparations qui contiennent des agents cancérogènes mutagènes ou toxiques pour la reproduction ;

c) Le nombre de travailleurs exposés ;

d) Les mesures de prévention prises ;

e) Le type d'équipement de protection à utiliser ;

f) La nature et le degré de l'exposition, notamment sa durée ;

g) Les cas de substitution par un autre produit.


- Par un organisme agréé (voir liste sur le site http://www.inrs.fr), au moins une fois par an.
- La stratégie de prélèvement est établie par l’employeur, après avis de l’organisme agréé, du médecin du travail et du CHSCT (à défaut des Délégués du Personnel (DP)).
- Si dépassement des VLEP, il faut refaire une mesure, si le dépassement est confirmé, le travail doit être arrêté jusqu'à la mise en œuvre de mesures pour remédier à la situation.
- Pour toute modification des installations, des conditions de fabrication, un nouveau contrôle est à faire dans un délai de 15 jours.

Les résultats sont à communiquer au médecin du travail, au CHSCT (à défaut DP) et mis à la disposition de l’inspecteur du travail, du MIRTMO et des agents de la Caisse Régionale d’Assurance Maladie (CRAM).


- Pour l’instant, contrôle uniquement pour les agents ayant des VLEP réglementaires, mais attention, il est prévu que tous les produits CMR aient des VLEP contraignantes (problème pour définir les VLEP et pour désigner des organismes agréés). Il s'agit pour l'instant des produits CMR suivants (voir aussi § 4.4 VLEP réglementaires et § 4.5 VLEP indicatives) :
2.1.3 Expositions anormales

- Information des travailleurs en cas d’incidents ou accidents susceptibles d’entraîner une exposition anormale : Art. R.4412-92 du code du travail
- Information des membres du CHSCT (ou DP) et du médecin du travail : art. R.4412-92 du code du travail

2.2 PREVENTION

2.2.1 Principe généraux


Si le remplacement de l’agent CMR est impossible, éviter l’exposition des salariés
- l’utiliser en vase clos - Art. R.4412-68 du code du travail
- si l'utilisation en vase clos est impossible, mettre en place une prévention technique, des mesures de prévention collective (sans oublier les contrôles périodiques (arrêté du 8 octobre 1987) ou lorsque l'exposition ne peut être évitée par d'autres moyens mettre en place des équipements de protection individuelle (EPI) - Art. R.4412-70 du code du travail
  o limiter les quantités d’agents CMR
  o limiter le nombre de salariés exposés
  o limiter les niveaux d’exposition

Pour certaines activités comme l’entretien où l’exposition peut être plus importante, des mesures spécifiques sont prises par l’employeur après avis du médecin du travail, du CHSCT (à défaut DP), notamment limiter les durées d’exposition des salariés. Le chef d’établissement veille au respect des dispositions : art. R.4412-70 du code du travail
2.2.2 Femmes enceintes et femmes allaitantes


Travaux interdits aux femmes enceintes, dans le cadre CMR :

Benzène (art 18 du décret 86-269 du 13.2.86 concernant la protection des travailleurs exposés au benzène, publié au JO du 27 février 1986)
Arsenic (circ. du 02.05.85 du Ministère du Travail concernant les missions du médecin du travail à l'égard des salariées en état de grossesse)
Trichloroéthylène (circ. du 2.5.85 du Ministère du Travail concernant les missions du médecin du travail à l'égard des salariées en état de grossesse)
Benzidine (D.4152-10 du Code du Travail)
Naphtylamine et homologues (D.4152-10 du Code du Travail)
Dérivés nitrés et chloronitrés des hydrocarbures benzéniques (D.4152-10 du Code du Travail)
Les pesticides étiquetés C.M.R. (Décret 87-361 du 27.5.87 concernant la protection des travailleurs agricoles exposés aux produits anti-parasitaires à usage agricole)

2.2.3 Mesures et règles d'hygiène

- hygiène des locaux : art. R.4412-70 8°du code du travail
- ne pas boire, manger ou fumer dans les zones de travail : art. R.4412-72 du code du travail

2.2.4 Equipement de protection individuelle

- fournir et entretenir des vêtements appropriés : art. R.4412-72 2°)du code du travail
- former les travailleurs à leur utilisation : art. R.4412-87 du code du travail (pour l'amiante, texte spécifique, art. 4 du décret n° 96-98 du 7 février 1996)
- veiller à ce que les travailleurs ne sortent pas de l'établissement avec des EPI ou vêtements : art. R.4412-72 3°) du code du travail
- avertir le chef d'établissement en charge du transport et de l'entretien des EPI et ou des vêtements de travail de l'existence et de la nature de la contamination : art. R.4412-73 du code du travail
- certains EPI nécessitent des vérifications générales périodiques (arrêté du 19 mars 1993)

2.2.5 Information et formation à la sécurité


Brom M. (MIRTMO), Chabot V. (AST 67), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fournarbin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ouilliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Trésor F. (AST 67)
précaires, salariés embauchés en contrat à durée déterminée et intérimaires. La circulaire DRT n° 18/90 du 30 octobre 1990, relative au CDD et au travail intérimaire précise ce que l’on entend par formation renforcée (voir aussi « formation à la sécurité : obligations réglementaires » ED 832 de l’INRS [http://www.inrs.fr].

- Obligation d’information des travailleurs (art. R.4412-70 9°) du code du travail qui porte sur (art. R.4412-87 du code du travail) :
  o la présence de produit CMR
  o les effets potentiellement néfastes de l'exposition à ces substances chimiques sur la fertilité, sur l'embryon en particulier lors du début de la grossesse, sur le fœtus et pour l'enfant en cas d'allaitement
  o les risques potentiels pour la santé, y compris les risques additionnels dus à la consommation du tabac
  o les précautions à prendre pour prévenir l'exposition
  o les prescriptions en matière d'hygiène
  o le port et l'emploi des équipements et des vêtements de protection
  o les mesures à prendre par les travailleurs, notamment par le personnel d'intervention, en cas d'incident et pour la prévention d'incidents
- Sensibilisation particulière des femmes à la déclaration précoce de toute grossesse : art. R.4412-89 du code du travail
- Information des travailleurs en cas d'incidents ou accidents susceptibles d'entraîner une exposition anormale : art. R.4412-83 du code du travail
- Notice pour chaque poste de travail ou situation de travail comprenant les risques, les dispositions prises pour les éviter, les règles d'hygiène, les consignes relatives aux équipements de protection collective ou individuelle : art. R.4412-39 du code du travail
- Délimitation des zones et restriction d'accessibilité : art. R.4412-70 10° et R.4412-74 du code du travail
- Dispositifs d’urgence, systèmes d’alarme et de communication : art. R.4412-70 11° et R.4412-33 du code du travail

2.3 TRAÇABILITE

2.3.1 Liste actualisée :

L’employeur tient une liste actualisée (circulaire DRT 12) des travailleurs exposés au risque : art. R.4412-40 du code du travail

Cette liste précise :
- la nature de l’exposition
- sa durée
- son degré (résultats des contrôles effectués)

Ces informations sont recensées par poste de travail et tenues à la disposition des membres du CHSCT (à défaut DP).

Brom M. (MIRTMO), Chabot V. (AST 67), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
2.3.2 Fiche d'exposition : art. R.4412-41 du code du travail

L'employeur établit une fiche d'exposition (circulaire DRT 12) pour chaque salarié exposé à un agent CMR. Elle comprend :
- la nature du travail effectué
- les caractéristiques du produit
- les périodes d'exposition
- les autres nuisances
- les dates et les résultats des contrôles de l'exposition individuelle au poste de travail
- la durée et l'importance des expositions accidentelles

Le double de la fiche d'exposition est transmis au médecin du travail. Le travailleur a accès à ces informations. Ces informations sont recensées par poste de travail et tenues à la disposition des membres du CHSCT (à défaut DP).

2.3.3 Attestation d'exposition : art. R.4412-58 du code du travail

L'employeur remplit conjointement avec le médecin du travail une attestation d'exposition remise au travailleur à son départ de l'établissement.

2.4 SUIVI MEDICAL

Les salariés doivent bénéficier d'une surveillance médicale renforcée par le médecin du travail. Afin que le médecin puisse exercer sa mission au mieux, il est préférable que l'avis d'aptitude soit accompagné de la liste des produits ou de la fiche d'exposition (circulaire DRT 12) :
- Avant l'embauchage (art. R.4624-10 du code du travail)
- Au moins annuellement (art. R.4624-17 du code du travail)
- Après une absence pour cause de maladie professionnelle, après un congé de maternité, après une absence d'au moins huit jours pour cause d'accident du travail, après une absence d'au moins vingt et un jours pour cause de maladie ou d'accident non professionnel et en cas d'absences répétées pour raisons de santé : lors de la reprise du travail et au plus tard dans un délai de huit jours (art. R.4624-21 du code du travail)
- L'employeur est tenu de faire examiner par le médecin du travail tout travailleur qui se déclare inconfortable par des travaux qu'il exécute (art. R.4412-50 du code du travail).

Tout salarié peut bénéficier d'un examen médical à sa demande ou à celle de l'employeur (art. R.4624-18 du code du travail).

A l'initiative du salarié, du médecin traitant ou du médecin conseil des organismes de sécurité sociale, un examen peut être sollicité préalablement à la reprise du travail (art. R.4624-23 du code du travail)

L'employeur informe le médecin du travail des absences pour cause de maladie de plus de 10 jours des travailleurs exposés à des CMR (art. R.4412-50 du code du travail).
Le médecin du travail doit être informé de tout arrêt de travail d'une durée inférieure à huit jours pour cause d'accident du travail afin de pouvoir apprécier, notamment, l'opportunité d'un nouvel examen médical (art. R.4624-24 du code du travail).

3 OBLIGATIONS DU MEDECIN DU TRAVAIL

3.1 CONNAITRE LES RISQUES


3.1.2 Réaliser la Fiche d'Entreprise (Art. D.4624-37 du code du travail)

3.1.3 Prendre connaissance de l'évaluation des risques faite par l'employeur

Pour toute activité susceptible de présenter un risque d'exposition à des agents cancérigènes, mutagènes, ou toxiques pour la reproduction (dits agents CMR), le médecin du travail doit prendre connaissance de l'évaluation des risques faite par l'employeur (Loi n° 91-1414, et circulaire n° 6 DRT du 18.04.02) ; cette évaluation des risques est tenue à sa disposition par l'employeur (art R.4412-93 du code du travail).

Si les résultats de l'évaluation des risques révèlent un risque pour la santé ou la sécurité des travailleurs, le médecin du travail doit prendre connaissance des informations appropriées concernant ce risque, prévues par l'art R.4412-86, R.4412-93 du code du travail (voir détails au § 2.1.1)

3.2 EFFECTUER UN SUIVI MEDICAL PARTICULIER (ART R.4412-44 DU CODE DU TRAVAIL)

Ce suivi entre dans le cadre plus général de la Surveillance Médicale Renforcée (art. R.4624-20 et art. R.4624-17I du Code du Travail).

- Effectuer un examen médical du salarié préalable à l'exposition aux agents CMR (art R.4412-44 du code du travail)

- Etablir une Fiche d'aptitude attestant que le travailleur ne présente pas de contre-indication médicale à ces expositions (art R.4412-44 du code du travail)

  o comportant :
    ▪ la date de l’étude du poste de travail
    ▪ la date de la dernière mise à jour de la fiche d’entreprise
  o devant être renouvelée au moins une fois par an
  o contestation possible dans les 15 jours auprès de l’inspecteur du travail par le salarié ou par l’employeur
  o les examens complémentaires éventuels sont à la charge de l’employeur
  o information doit être faite aux salariés des résultats et de l’interprétation des examens médicaux et complémentaires

Brom M. (MIRTMO), Chabot V. (AST 67), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
- Tout salarié incommodé doit être examiné par le médecin du travail (art R.4412-50 du code du travail)

- Si un travailleur est atteint d'un problème de santé susceptible de résulter d'une exposition à des agents CMR, tout le personnel ayant subi une exposition comparable, fait l'objet d'une visite médicale, avec ou sans examens complémentaires (art R.4412-52 du code du travail)

- **Dossier médical** (art R.4412-54 du code du travail) : Le médecin du travail constitue et tient, pour chacun des travailleurs exposés, un dossier individuel :
  - il doit contenir le double de la fiche d'exposition prévue au III de l’art R.4412-41 du code du travail
  - il doit contenir la date et les résultats des examens complémentaires
  - ce dossier est à conserver 50 ans au moins après la fin de la période d'exposition

Ce dossier est communiqué, sur sa demande, au Médecin inspecteur régional du travail et de la main d'œuvre et peut être adressé, avec l'accord du travailleur, au médecin choisi par celui-ci. Si l'établissement vient à disparaître ou si le travailleur change d'établissement, l'ensemble du dossier est transmis au médecin inspecteur régional du travail et de la main d'œuvre, à charge pour celui-ci de l'adresser, à la demande du travailleur, au médecin du travail désormais compétent.

- **L'attestation d'exposition** aux agents CMR est remplie par l'employeur et le médecin du travail (art R.4412-58 du code du travail). Elle est remise au travailleur à son départ de l'établissement, quel qu'en soit le motif. En cas de désaccord avec l'employeur, le médecin du travail peut rédiger un certificat pour le salarié qu'il pourra communiquer à la Caisse d'Assurance Maladie (*circulaire DRT 12*)

### 3.3 Obligation de conseil et d'information

Le médecin du travail :
- donne un avis sur la stratégie des prélèvements à réaliser (art R.4412-76 du code du travail)
- donne son avis sur les mesures nécessaires pour assurer une protection maximale pour certaines activités plus exposées (telles que les métiers d'entretien) (art R.4412-75 du code du travail)

participe à l'organisation de la formation à la sécurité et à l'information (précautions générales) des salariés susceptibles d’être exposés à des agents CMR (art R.4412-87 du code du travail)

### 3.4 Fertilité – Grossesse – Allaitement

Les femmes enceintes ou allaitantes ne peuvent être affectées ou maintenues à des postes de travail les exposant à des agents avérés toxiques pour la reproduction (art D.4152-10 du code du travail)

Le médecin du travail doit :
- participer à l'information et à la sensibilisation des femmes quant à la nécessité de déclarer le plus précocement possible leur état de grossesse (art R.4412-89 du code du travail)
- participer à l’information des travailleurs en particulier sur les effets potentiellement néfastes de l’exposition à certaines de ces substances chimiques sur la fertilité (art R.4412-87 du code du travail)

Travaux interdits aux femmes enceintes, dans le cadre CMR :

Benzène (art 18 du décret 86-269 du 13.2.86 concernant la protection des travailleurs exposés au benzène, publié au JO du 27 février 1986)
Arsenic (circ. du 02.05.85 du Ministère du Travail concernant les missions du médecin du travail à l’égard des salariées en état de grossesse)
Trichloroéthylène (circ. du 2,5.85 du Ministère du Travail concernant les missions du médecin du travail à l’égard des salariées en état de grossesse)
Benzidine (art. D.4152-10 du Code du Travail)
Naphhtylamine et homologues (art. D.4152-10 du Code du Travail)
Dérivés nitrés et chloronitrés des hydrocarbures benzéniques (art. D.4152.10 du Code du Travail)
Les pesticides étiquetés C.M.R. (Décret 87-361 du 27.5.87 concernant la protection des travailleurs agricoles exposés aux produits anti-parasitaires à usage agricole)

3.5 Participation à la surveillance post-professionnelle


3.6 Déclaration des maladies à caractère professionnel

- « Listes des maladies ayant un caractère professionnel dont la déclaration est obligatoire pour tout docteur en médecine qui peut en avoir connaissance » (Code de la Sécurité Sociale - Troisième partie - Annexe à l’article D.461-1, listes A et B). Dans ces listes figurent, entre autres, des maladies susceptibles d’être imputées à certains agents chimiques ou physiques CMR déjà connus comme pathogènes.
- Signalement des maladies à caractère professionnel, en vue de l’extension des tableaux (art L 461-6 du Code de la Sécurité Sociale) : le médecin doit signaler au médecin inspecteur régional du travail les maladies qui, à son avis, sont susceptibles d’avoir une origine professionnelle (les agents chimiques ou procédés en cause n’étant pas forcément connus comme étant pathogènes). Les modèles de déclaration sont à demander à la DRTEFP compétente.
Il est à noter que ces 2 types de déclarations ont des buts complémentaires.

3.7 **SYSTEME COMPLEMENTAIRE DE RECONNAISSANCE DES MALADIES PROFESSIONNELLES**

Saisine du Comité Régional de Reconnaissance des Maladies Professionnelles (CRRMP) : **un avis motivé du médecin du travail est nécessaire** lors de la saisine et de l'instruction d'une demande de reconnaissance de Maladie Professionnelle (Loi n° 93-121 du 27.01.93, Note DRT/DSS du 17.02.94, Bulletin officiel du ministère du Travail n° 94/5 du 20.03.94)

4 **CLASSIFICATION ET ETIQUETAGE**

4.1 **CLASSIFICATION REGLEMENTAIRE EN FRANCE (REGLEMENTATION DE L'UNION EUROPÉENNE)**

Elle s'intéresse aux substances uniquement.

3 **catégories d'agents cancérogènes**

- **Catégorie 1**
  Substances et préparations que l'on sait être cancérogènes pour l'homme

- **Catégorie 2**
  Substances et préparations pour lesquelles il existe une forte présomption que l'exposition de l'homme à de telles substances et préparations peut provoquer un cancer ou en augmenter la fréquence

- **Catégorie 3**
  Substances et préparations préoccupantes pour l'homme en raison d'effets cancérogènes possibles mais pour lesquelles les informations disponibles sont insuffisantes pour classer ces substances et préparations dans la catégorie 2

3 **catégories d'agents mutagènes**

- **Catégorie 1**
  Substances et préparations que l'on sait être mutagènes pour l'homme

- **Catégorie 2**
  Substances et préparations pour lesquelles il existe une forte présomption que l'exposition de l'homme à de telles substances et préparations peut produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence

- **Catégorie 3**
  Substances et préparations préoccupantes pour l'homme en raison d'effets mutagènes possibles mais pour lesquelles les informations disponibles sont insuffisantes pour classer ces substances et préparations dans la catégorie 2

3 **catégories d'agents toxiques pour la reproduction**

- **Catégorie 1**
  Substances et préparations que l'on sait être toxiques pour la reproduction de l'homme
- **Catégorie 2**
  Substances et préparations pour lesquelles il existe une forte présomption que l'exposition de l'homme à de telles substances et préparations peut produire ou augmenter la fréquence d'effets nocifs non héréditaires dans la progéniture ou porter atteinte aux fonctions ou capacités reproductives.

- **Catégorie 3**
  Substances et préparations préoccupantes pour l'homme en raison d'effets toxiques possibles pour la reproduction mais pour lesquelles les informations disponibles sont insuffisantes pour classer ces substances et préparations dans la catégorie 2.

### 4.2 Classification du CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer)


- **Groupe 1**
  L'agent ou le mélange est cancérogène pour l'homme. L'exposition à cet agent provoque des effets cancérogènes pour l'homme.

- **Groupe 2**
  2A : L'agent ou le mélange est probablement cancérogène pour l'homme.
  2B : L'agent ou le mélange est un cancérogène possible pour l'homme.

- **Groupe 3**
  L'agent (le mélange ou le mode d'exposition) est inclassable quant à sa cancérogénicité pour l'homme.

- **Groupe 4**
  L'agent (le mélange ou le mode d'exposition) n'est probablement pas cancérogène pour l'homme.

### 4.3 Étiquetage et phrases du risque


Au travers de l'étiquetage, la réglementation a pour but d'assurer la protection des travailleurs pouvant être exposés à des substances dangereuses.

Les préparations classées parmi les cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction de catégories 1 et 2 sont exclusivement réservées à un usage professionnel.
Elles doivent être étiquetées avec :
- le symbole "Toxique" T
- et la (les) phrase(s) de risque
  - R 45 peut causer le cancer
  - R 46 peut causer des altérations génétiques héréditaires
  - R 49 peut causer le cancer par inhalation
  - R 60 peut altérer la fertilité
  - R 61 risque pendant la grossesse d’effets néfastes pour l’enfant

Pour les cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction de la catégorie 3, l’étiquetage mentionne :
- le symbole "Nocif" Xn
- et la (les) phrase(s) de risque
  - R 40 effet cancérogène suspecté. Preuves insuffisantes
  - R 62 risque possible d’altération de la fertilité
  - R 63 risque possible pendant la grossesse d’effets néfastes pour l’enfant
  - R 68 possibilité d’effets irréversibles

SGH
L’étiquetage va connaître des évolutions importantes après la mise en application du Système Général Harmonisé (SGH) qui est attendue en 2008 en Europe (Dossier SGH sur le site de www.inrs.fr)
Tableau récapitulatif de la classification d'une préparation

(reprend pour chaque catégorie le symbole, la (ou les) phrase(s) de risque ainsi que le seuil de concentration déterminant la classification d'une préparation)

<table>
<thead>
<tr>
<th>CLASSEMENT</th>
<th>Symbole</th>
<th>Phrases de risque</th>
<th>Seuil (1)</th>
<th>Seuil (2)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Cancérogène</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie 1</td>
<td>T</td>
<td>R 45 ou R 49</td>
<td>≥ 0,1 %</td>
<td>≥ 0,1 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie 2</td>
<td>T</td>
<td>R 45 ou R 49</td>
<td>≥ 0,1 %</td>
<td>≥ 0,1 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Catégorie 3</td>
<td>Xn</td>
<td>R 40</td>
<td>≥ 1 %</td>
<td>≥ 1 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Mutagène**

| Catégorie 1            | T       | R 46             | ≥ 0,1 %   | ≥ 0,1 %   |
| Catégorie 2            | T       | R 46             | ≥ 0,1 %   | ≥ 0,1 %   |
| Catégorie 3            | Xn      | R 68             | ≥ 1 %     | ≥ 1 %     |

**Toxique pour la reproduction**

| Catégorie 1            | T       | R 60 et/ou R 61  | ≥ 0,5 %   | ≥ 0,2 %   |
| Catégorie 2            | T       | R 60 et/ou R 61  | ≥ 0,5 %   | ≥ 0,2 %   |
| Catégorie 3            | Xn      | R 62 et/ou R 63  | ≥ 5 %     | ≥ 1 %     |

(1) Préparations autres que gazeuses
(2) Préparations gazeuses

4.4 VLEP REGLEMENTAIRES

Les Valeurs Limites d’Exposition Professionnelle sont des concentrations d’agents chimiques dans l’atmosphère des lieux de travail, elles sont exprimées en mg/m³ pour les aérosols liquides et solides, en ppm (parties par million) pour les gaz et les vapeurs.

La Valeur Moyenne d’Exposition (VME) est la valeur pour la moyenne dans le temps des concentrations auxquelles un travailleur est effectivement exposé au cours d’un poste de 8 heures. La VME peut être dépassée sur des courtes périodes, mais sans jamais dépasser la VLE, si elle existe.

La Valeur Limite d’Exposition à court terme (VLE) est la valeur plafond mesurée sur une durée maximale de 15 minutes et ne devant jamais être dépassée. Le respect des VLE permet d’éviter le risque d'effets toxiques immédiats ou à court terme.

Le respect des valeurs limite ne protège pas d’un risque cancérégène ou allergique.

On distingue actuellement des valeurs réglementaires contraignantes et des valeurs réglementaires indicatives.

Brom M. (MIRTMO), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
- Valeurs limites contraignantes : elles sont établies par décret en Conseil d'Etat et sont soumises à une obligation réglementaire de non dépassement. Il s'agit du benzène, des poussières de bois, du chlorure de vinyle monomère, du plomb métallique et ses composés, de la N,N-diméthylacétamide, de l'amiante, des fibres céramiques réfractaires pour ce qui concerne les CMR,

- Valeurs limites indicatives réglementaires prévues au III de l'article R.4412-150 du code du travail modifié par l'arrêté du 26 octobre 2007 : elles sont fixées par arrêté, les concentrations doivent être maintenues à des niveaux aussi faibles que possible, les valeurs fixées ne représentant qu'un objectif minimal.

4.4.1 **Amiante : décret 96-98 du 07.02.1996**

Pour les activités de fabrication et de transformation de matériaux contenant de l'amiante :
- lorsque le chrysotile est la seule variété minéalogique présente :
  0,1 fibre par cm$^3$ sur 8 heures de travail
- dans les situations résiduelles où d'autres variétés minéalogiques sont présentes, sous forme isolée ou en mélange, y compris lorsqu'il s'agit d'un mélange contenant du chrysotile :
  0,1 fibre par cm$^3$ sur 1 heure de travail

Pour les activités de confinement et de retrait et pour les interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, la concentration moyenne en fibres d'amiante dans l'air ne doit pas dépasser 0,1 fibre par cm$^3$ sur 1 heure de travail.
Les fibres retenues sont caractérisées par une longueur supérieure à 5 microns, un rapport longueur/largeur supérieur à 3 et une largeur au plus égale à 3 microns. Après prélèvement sur filtre et transparisation de ce dernier, les fibres sont comptées à l'aide d'un microscope optique, en contraste de phase, au grossissement de 500, en respectant un certain nombre de règles techniques.

4.4.2 **Plomb : décret du 01.02.1988, dernière modification le 23.12.2003**

(décret 2003-1254)

La concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb dans l'air inhalé par un travailleur ne doit pas dépasser 100 microgrammes par m$^3$ en moyenne sur 40 heures (limite exprimée en plomb métal).
Une surveillance médicale particulière des travailleurs est assurée si l'exposition à une concentration de plomb dans l'air est supérieure à 0,05 mg/m$^3$ calculée comme une moyenne pondérée en fonction du temps sur une base de 8 heures, ou si une plombémie supérieure à 200 microgrammes/l de sang pour les hommes ou 100 microgrammes/l de sang pour les femmes est mesurée chez un travailleur. De plus, une valeur limite biologique à ne pas dépasser est fixée à 400 microgrammes de plomb par litre de sang pour les hommes et 300 microgrammes/l de sang pour les femmes.
VME : 1 ppm

4.4.4 Chlorure de vinyle monomère : décret n° 2001-97 du 01.02.2001
VME : 1 ppm

VME : 1 mg/m$^3$

4.4.6 N,N-diméthylacétamide : décret 2007-1539 du 26 octobre 2007
VME : 2 ppm
VLE : 10 ppm

4.4.7 Fibres céramiques réfractaires : décret 2007-1539 du 26 octobre 2007
VLE : 0,5 fibres par cm$^3$ jusqu’au 30 juin 2009 puis 0,1 fibres par cm$^3$
La méthode de mesure à mettre en œuvre pour le contrôle de la valeur limite d'exposition professionnelle relative aux fibres céramiques réfractaires est décrite dans l'arrêté du 26 octobre 2007

4.5 VLEP INDICATIVES
5 DOSSIER PRATIQUE CMR

5.1 LETTRES TYPES AUX EMPLOYEURS

5.1.1 Première lettre

Recherche d'utilisation de produit C.M.R.

Objectifs :
- Informer et sensibiliser l'employeur à son obligation d'évaluation des risques professionnels et en particulier du risque C.M.R.
- L'aider à identifier le risque C.M.R.
- Lui demander de vous informer sur l'utilisation de produit C.M.R.

5.1.2 Deuxième lettre

Cette fois l'identification des risques a montré la présence de produits C.M.R.

Objectifs :
- Sensibiliser l'employeur à l'obligation d'évaluer le risque C.M.R.

Ce courrier sera à adapter et à personnaliser en fonction du risque C.M.R. rencontré.

5.2 EVALUATION DU RISQUE

Après les deux premiers courriers, il s'agit maintenant d'aider pratiquement l'employeur à évaluer le risque C.M.R. On peut procéder comme on l'a déjà décrit au troisième chapitre.

5.3 FICHE INDIVIDUELLE D'EXPOSITION. ATTESTATION D'EXPOSITION

- La fiche individuelle d'exposition est à remplir par l'employeur. Le médecin du travail doit avoir un double de cette fiche.
- L'attestation d'exposition comprend 2 volets : un volet est à remplir par l'employeur et un volet à remplir par le médecin du travail. L'employeur rempli la partie exposition et le médecin du travail remplit le volet médical. Elle est à remettre au salarié au départ de l'entreprise quel qu'en soit le motif.
5.4 PREMIERE LETTRE

Monsieur,


Les produits chimiques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction sont étiquetés avec les phrases suivantes :

- CANCEROGÈNES
  - R 45 : Peut causer le cancer. Symbole T (toxique). Pictogramme tête de mort
  - R 49 : Peut causer le cancer par inhalation. Symbole T (toxique). Pictogramme tête de mort

- MUTAGÈNES

- TOXIQUES POUR LA REPRODUCTION
  - R 63 : Risque possible pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant. Symbole Xn (nocif). Pictogramme croix de saint André.
  - R 62 : Risque possible d'altération de la fertilité. Symbole Xn (nocif) Pictogramme croix de saint André.

Je suis à votre disposition pour répondre à vos éventuelles questions.

Recevez Monsieur, Madame mes meilleures salutations.
5.5 DEUXIEME LETTRE

Monsieur,

Dans votre entreprise vous avez identifié un risque d'exposition à un agent cancérogène, mutagène ou toxique pour la reproduction (C.M.R.).

Il s'agit de :

Il en découle un certain nombre d'obligations légales en application du décret 2001-97 du 1er février 2001. Je vous en rappelle les grandes lignes :

1- OBLIGATIONS D'EVALUER LES RISQUES D'EXPOSITION AUX POSTES DE TRAVAIL (art. R.4412-61)

   - postes concernés
   - fréquence, durée d'exposition
   - quantité de produit utilisé par mois / par an
   - conditions d'utilisation :
     - produit liquide, solide, gazeux, aérosol,
     - voies de pénétration : cutanée, respiratoire
     - présence d'aspiration OUI ou NON
     - vase clos
     - E.P.I., lesquels.

2- OBLIGATIONS DE REDUIRE LE RISQUE

   - Substitution si possible, par un agent non dangereux ou moins dangereux (art. R.4412-66), le résultat de vos recherches infructueuses de substitution doivent figurer dans le document unique d'évaluation des risques.
   - Si le remplacement n'est pas possible, il faut utiliser ce produit en vase clos (art.R.4412-68)
   - Si l'utilisation en vase clos est impossible, il faut
     - mettre en place une prévention technique collective (aspiration etc...) et limiter le nombre de salariés exposés,
     - limiter les niveaux d'exposition, limiter les quantités de produits C.M.R. (art. R.4412-70).
     - Mettre en place des E.P.I. (art R.4412-72)

3- OBLIGATION DE MESURAGE : (Art R.4412-76)

   Ce chapitre est à adapter en fonction du C.M.R. concerné :
   - C.M.R. dont les V.L.E.P. sont obligatoires (benzène, chlorure de vinyle, plomb, amiante, poussières de bois, N,N-diméthylacétamide, fibres céramiques réfractaires). Rappeler que les contrôles techniques destinés à vérifier le respect des valeurs limites doivent être effectués au moins une fois par an, par un organisme agréé. La stratégie du prélèvement doit être établie par l'employeur après avis de l'organisme agréé, du médecin du travail et des membres du C.H.S.C.T.

Brom M. (MIRTMO), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempf C.- J. C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
- C.M.R. où il existe des indices biologiques d'exposition (IBE). Les proposer et rechercher un laboratoire capable de les faire. Pour savoir s'il existe un IBE se référer soit au BIOTOX, soit au dossier internet produits cancérigènes.

4 - OBLIGATION D'INFORMATION ET DE FORMATION DU PERSONNEL

- Le personnel doit être informé de la présence de produit CMR (art R.4412-86)
- Le personnel doit être formé à la sécurité en liaison avec le médecin du travail (art. R.4412-87)

5 - FICHE INDIVIDUELLE D'EXPOSITION

- Elle est à établir pour tout salarié exposé à un agent CMR (Art. R.4412-41)
- Elle est à établir par l'employeur, je vous adresse ci-joint un modèle.
- Vous devez remplir une fiche par salarié exposé et par agent C.M.R., me la retourner et en garder un exemplaire. Cette fiche est à mettre à jour régulièrement en cas de modification et à m'adresser à nouveau.

6 - VISITES MEDICO-PROFESSIONNELLES

- Un salarié ne peut être exposé à un CMR sans avoir fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail
- Les examens complémentaires prescrits sont à la charge de l'employeur. À ce niveau, on peut personnaliser la lettre en précisant les examens complémentaires concernés.
- L'examen médical est à renouveler au moins une fois par an.
- Tout salarié qui se déclare incommodé par les travaux qu'il exécute doit être examiné par le médecin du travail.
- Le médecin du travail doit être informé par l'employeur des absences pour cause de maladie supérieure à 10 jours des travailleurs exposés à un agent CMR.

7- ATTESTATION D'EXPOSITION

Une attestation d'exposition à un agent CMR est remplie par l'employeur et le médecin du travail à tout salarié qui quitte votre établissement quel que soit le motif. Vous trouverez ci-joint un modèle.

8- AGENT TOXIQUE POUR LA REPRODUCTION

Les femmes enceintes et les femmes allaitantes ne peuvent être affectées ou maintenues à un poste les exposant à un agent toxique pour la reproduction. Elles ne peuvent donc pas être exposées aux :

Je vous demande de bien vouloir en informer le personnel féminin susceptible d'être en contact avec ce produit et les inciter à me consulter en cas de grossesse.
5.6 **MODELE DE FICHE D’EXPOSITION AUX CMR**

**FICHE INDIVIDUELLE D’EXPOSITION AUX CMR**
(art. R.4412-41 du Code du Travail)
à renouveler régulièrement

**ENTREPRISE :**
Nom :
Adresse :

**IDENTITE DU SALARIE :**
Nom :
Prénom :
Date de naissance :
Nom de jeune fille :

**DEFINITION DU POSTE DE TRAVAIL :**
Date de l'affectation :
Nature des travaux :
Produits concernés :
Voies de pénétration :
Pulmonaire [ ]
Cutanée [ ]
Digestive [ ]
Temps habituel d'exposition :
par jour :
par semaine :
par mois :
Temps occasionnel d'exposition :
par an :
Contrôle de l'exposition :
(noter ici les résultats des mesure avec la date et les valeurs de référence)

**PROTECTION COLLECTIVE**

**PROTECTION INDIVIDUELLE E.P.I.**

**EXPOSITION(S) ACCIDENTELLE(S)**
Dates :
Durée :
Intensité :
Autres risques aux postes de travail (biologiques, physiques, chimiques) :

Date de transmission de la fiche :
Employeur :
Visa du médecin
Signature du salarié

Brom M. (MIRTMO), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
5.7 **MODELE D’ATTESTATION D’EXPOSITION AUX CMR**

**ATTESTATION D’EXPOSITION AUX CMR**

Décret 2001-97 du 1er février 2001  
Art R 4412-58

**VOLET EXPOSITION**

Nom, prénom du salarié :
Adresse :

N° de Sécurité Sociale :

<table>
<thead>
<tr>
<th>ÉTABLISSEMENT</th>
<th>MEDECIN DU TRAVAIL</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>(Nom, adresse, n° SIRET)</td>
<td>(Nom, adresse, téléphone)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Affectation à des travaux exposant à :

Poste de travail :

Date des exposition (début et fin) :

Niveau d'exposition :

Mesure de prévention

Le Médecin du Travail  
(date et signature)  
Le chef d'entreprise  
(Date et signature)

Les données médicales sont transmises sous pli confidentiel au médecin choisi par l'interessé.
VOLET MEDICAL

Nom, prénom :

Salarié de l'entreprise :

Suivi médical (début, fin) :

Constatation lors de ce suivi médical :

Examens complémentaires effectués dans le cadre de la surveillance du risque :

Date et constatation du dernier examen médical avant la fin de l'exposition :

Divers

Date et signature du Médecin du Travail
5.8 MODELE DE LETTRE POUR LES CMR CHEZ DANS LES GARAGES

LETTRE-TYPE POUR LES GARAGISTES

MEDECINE DU TRAVAIL

Dr

Monsieur,

Médecin du travail de votre entreprise, je suis chargée de la surveillance médico-professionnelle de vos salariés. Cette surveillance médicale est adaptée aux risques professionnels et elle s’appuie nécessairement sur l’évaluation des risques.

Je vous rappelle que cette évaluation des risques est de la responsabilité de l’employeur (art. L.4121-3 du Code du Travail).

De plus, le décret 2001-97 du 1er février 2001 concernant les produits cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction impose une démarche de prévention spécifique.

Vous devez dans un premier temps identifier tous les produits concernés, vous référer à l’étiquetage et aux fiches de données de sécurité, sachant que les produits CMR sont étiquetés avec les phases suivantes : cancérigènes (R45, R49, R40), mutagènes (R46, R68), toxiques pour la reproduction (R60, R61, R63, R62). Vous devez me transmettre ces fiches de données de sécurité et exiger de vos fournisseurs une mise à jour régulière.

Dans votre métier, plusieurs études ont montré que les MECANICIENS sont régulièrement exposés par voie cutanée ou respiratoire à des cancérigènes.

Il s’agit de cancérigènes certains classés :
- dans le groupe 1 du CIRC (cancérigènes pour l’homme) comme le BENZENE (dans les carburants), les HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES ou HAP, les métaux lourds, les additifs antioxydants comme les amines aromatiques (dans les HUILES usagées, chaudes) et l’AMIANTE (freins, embrayages),
- et de cancérigènes probables comme les GAZ D’ECHAPPEMENT classés 2A (cancérigènes probables pour l’homme) pour les moteurs diesels et 2B (cancérigènes possibles) pour les moteurs essence.

Dans un garage automobiles les CARROSSIERS PEINTRES sont également exposés de façon régulière mais faible à des agents cancérigènes (chromate de Pb dans les peintures) et amiante (dans certains mastics).

De l’identification des produits CMR, il découle un certain nombre d’obligations réglementaires :
1. OBLIGATION D'ÉVALUER LES RISQUES D'EXPOSITION AUX POSTES DE TRAVAIL (art R 231-56-1) :

- postes concernés,
- fréquence, durée d’exposition,
- quantité de produit utilisé par mois / an,
- conditions d’utilisation :
  o produit liquide, solide, gazeux, aérosol,
  o voie de pénétration,
  o présence d’aspiration,
  o vase clos,
  o EPI.

L’exposition **Benzène** : elle résulte de toute intervention en contact direct avec les carburants (vidange d’une jauge ou d’un réservoir, opérations sur le carburateur, pompe et filtre à essence, démarreur, durit, nettoyage des carburateurs).


2. OBLIGATION DE REDUIRE LES RISQUES :

- Substitution si possible, par un agent non dangereux ou moins dangereux (art. R 4412-66).
- Si le remplacement n’est pas possible, il faut utiliser ce produit en vase clos (art. R 4412-68).
- Si l’utilisation en vase clos est impossible, il faut mettre en place une prévention technique collective (aspiration etc.) et limiter le nombre de salariés exposés, limiter les niveaux d’exposition, limiter les quantités de produits CMR (art. R 4412-70).
- Mettre en place des EPI (art. R 4412-72).

3. OBLIGATION DE MESURAGE :

Par exemple, s’il y a exposition au Benzène : il y a obligation de mesure de concentration atmosphérique régulière par un organisme agréé, sachant que la VLE est de 1 ppm.

Pour apprécier l’exposition au Benzène, des mesures biologiques spécifiques peuvent être réalisées : dosage de l’acide t-t muconique urinaire avant et après exposition.

4. OBLIGATION D’INFORMATION ET DE FORMATION DU PERSONNEL :

- Le personnel doit être informé de la présence du produit CMR et de ses risques :
  o Benzène : risque de leucémie (TRG 4),
  o Amiante : cancer broncho-pulmonaire et mésothéliome (TRG 30),
  o Huiles, graisses d’origine minérale ou de synthèse : épithélioma primitif de la peau (TRG 36),
o Amines aromatiques : cancer de la vessie (TRG 15 ter),
o Chromates : cancer broncho-pulmonaire et des cavités nasales (TRG 10 ter),
o et autres produits à risque CMR que vous aurez identifiés.

✓ Le personnel doit être informé à la sécurité avec l’aide du médecin du travail.
  (Ci-joint en annexe les recommandations pour limiter les expositions).

5. FICHE INDIVIDUELLE D’EXPOSITION :

✓ Elle est à établir pour tout salarié exposé à un agent CMR (Art. R 4412-41).
✓ Elle est à établir par l’employeur, je vous adresse ci-joint un modèle.
  Vous devez remplir une fiche par salarié exposé et par agent CMR, me la
eretourner et en garder un exemplaire. Cette fiche est à mettre à jour
  régulièrement en cas de modification et à m’adresser à nouveau.

6. VISITES MEDICO-PROFESSIONNELLES :

✓ Un salarié ne peut être exposé à un CMR sans avoir fait l'objet d'un examen
  préalable par le médecin du travail (art. R 4412-44).
✓ Les examens complémentaires prescrits sont à la charge de l’employeur.
✓ L’examen médical est à renouveler au moins une fois par an.
✓ Tout salarié qui se déclare incommode par les travaux qu’il exécute doit être
  examiné par le médecin du travail.
✓ Le médecin du travail doit être informé par l’employeur des absences pour
  cause de maladie supérieure à 10 jours des travailleurs exposés à un agent
  CMR.

7. ATTESTATION D’EXPOSITION :

Une attestation d’exposition à un agent CMR est remplie par l’employeur et le médecin
du travail à tout salarié qui quitte votre établissement quel que soit le motif. Vous
trouverez ci-joint un modèle.
Le volet d’exposition est à remplir par l’employeur et à remettre au salarié.
Le volet médical comporte des renseignements couverts par le secret médical, il est
rempli par le médecin du travail et remis en mains propres pour le médecin de son
choix.

8. AGENT TOXIQUE POUR LA REPRODUCTION :

Les femmes enceintes et les femmes allaitantes ne peuvent être affectées ou
maintenues à un poste les exposant à un agent toxique pour la reproduction.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie d’agréer, Monsieur, mes plus sincères salutations.

Dr

Brom M. (MIRTMO), Chaingneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P.
(ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M.
(AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-
C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treiser F. (AST 67)
OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES EMPLOYEURS ET DES MEDECINS DU TRAVAIL LORS DE L’UTILISATION D’AGENTS CHIMIQUES DANGEREUX (ACD)

1 OBJET DU DOSSIER

L’objet de ce dossier est de rappeler les obligations et responsabilités réglementaires des employeurs et des médecins du travail, selon le Décret n° 2003-1254 du 23 Décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique, lors de l’utilisation de tels produits en entreprise.

Il faut noter que les produits CMR relèvent d’autres obligations réglementaires (Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 ; se reporter au dossier « Conduite à tenir du Médecin du Travail devant le risque CMR en entreprise », sur les sites AST67.org et CRAM-Alsace-Moselle.fr).

1.1 CHAMP D’APPLICATION

Sont concernées par le décret : toutes les activités au sein de l’entreprise impliquant la présence d’« agents chimiques dangereux ».

Première démarche : Y a-t-il des agents chimiques dans l’entreprise ?

L’agent chimique est un élément ou un composé chimique qui peut se trouver soit en l’état soit au sein d’une préparation, à l’état naturel ou tel qu’il est produit, utilisé ou libéré notamment sous forme de déchet du fait d’une activité professionnelle, qu’il soit ou non produit intentionnellement et qu’il soit ou non mis sur le marché.

Tout travail dans lequel des agents chimiques sont utilisés (y compris la production, la manutention, le stockage, le transport, l’élimination et le traitement), ou au cours duquel ils sont produits, est concerné par le décret.

Si des agents chimiques sont identifiés, deuxième démarche : sont-ils dangereux ?

Est considéré comme dangereux :

-Tout agent chimique qui satisfait aux critères de classement des substances ou préparations dangereuses tels que définis à l’article R.4411-2, R.4411-3, R.4411-4, R.4411-5, R.4411-6 du CT, soient les substances et préparations :
  - explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, inflammables (R1 à R19, R30)
  - très toxiques, toxiques, nocives, corrosives, irritantes, sensibilisantes, CMR (R20 à R29, R31 à R49, R 60 à 68)
  - dangereuses pour l’environnement (R 50 à R59)

Autrement dit les produits étiquetés (pictogrammes et phrases de risque)
ou :

-Tout agent chimique qui, bien que ne satisfaisant pas aux critères de classement, en l’état ou au sein d’une préparation, peut présenter un risque pour la sécurité et la santé des travailleurs en raison de ses propriétés physico-chimiques, chimiques ou toxicologiques et des modalités de sa présence sur les lieux de travail ou de son utilisation
   
   Autrement dit un produit déjà identifié par les scientifiques comme un produit dangereux, ou suspecté de l’être

ou :

-Tout produit pour lequel une valeur limite d’exposition professionnelle.  
   Autrement dit si l’agent chimique a une VLEP réglementaire, qu’elle soit contraignante (prévues par l’article R 4412-149 du CT) ou indicative (prévues par arrêté – http://www.inrs.fr – recherche rapide : ED984)
2 OBLIGATIONS DE L’EMPLOYEUR

2.1 PREMIERE EVALUATION DES RISQUES ; MISE EN PLACE DE MESURES DE PREVENTION ASSOCIEES POUR SUPPRIMER OU REDUIRE AU MINIMUM CES RISQUES ; COMMUNICATION DES RESULTATS

Dès lors qu’un agent chimique dangereux est identifié dans l’entreprise, l’employeur doit procéder à une évaluation des risques encourus par les salariés de son entreprise. L’obligation d’évaluer les risques dans l’entreprise est à la charge de l’employeur. L’employeur doit tenir compte des informations dont il dispose sur les ACD (FDS à jour et en français (annexe II du titre IV de REACH et lettre-type de réclamation), données toxicologiques, VLEP, conditions d’utilisation des ACD au poste de travail, risques combinés des différents toxiques, mais aussi des conclusions du médecin du travail (Fiche d’entreprise, Fiches d’aptitude), ainsi que des travaux conduits et propositions émises par les intervenants en prévention des risques professionnels.

Parallèlement, l’employeur doit définir des mesures de prévention visant à supprimer ou réduire au maximum les risques (métodes de travail, procédures d’entretien, réduction du nombre de travailleurs exposés, réduction de la durée et de l’intensité de l’exposition, mesures d’hygiène, réduction de la quantité des ACD au poste de travail, sécurité dans la manutention, le stockage et le transport…)

Ces résultats doivent être communiqués aux salariés, CHSCT et médecin du travail.

1 Si le risque est nul, la démarche s’arrête là.

2 Si le risque est faible et que les mesures de prévention prises sont suffisantes pour réduire ce risque, la démarche s’arrête là.

Il semble qu’on puisse considérer comme faible des niveaux d’exposition inférieurs à 30% en cumul pour les produits chimiques dangereux non CMR (CND n° 135, 2º trim. 1989, pp. 265 à 288 ;INRS)

3 Si les résultats de l’évaluation révèlent un risque pour la santé et la sécurité des travailleurs, l’employeur doit mettre en application un grand nombre de mesures de sécurité et de prévention, définies dans le présent décret, visant à supprimer ou au moins à réduire le plus possible l’existence du risque

Nota : Il est conseillé à l’employeur de prendre tout particulièrement en compte les risques auxquels sont exposées les femmes en âge de procréer et les femmes enceintes, les jeunes de moins de 18 ans, les travailleurs des entreprises intérimaires.
2.2 LES MESURES A PRENDRE S’IL EXISTE UN RISQUE POUR LA SANTE DES TRAVAILLEURS

L’objectif pour l’employeur est de supprimer le risque ; éventuellement par la substitution de l’ACD par un autre agent chimique moins dangereux. Si ce n’est pas possible, il doit veiller à réduire au minimum l’exposition au risque chimique :

- En concevant des procédés de travail visant à limiter le risque
- En mettant en place des équipements de protection collective et en s’assurant régulièrement de leur état de fonctionnement (arrêté du 8 octobre 1987) (résultats consignés dans une notice)
- En mettant à disposition des salariés des équipements de protection individuelle, en en assurant le contrôle si nécessaire (arrêté du 19 mars 1993) l’entretien (sans oublier d’informer l’entreprise qui a la charge de l’entretien des vêtements de travail contaminés, des risques éventuels de contamination)

- En empêchant, sur les lieux de travail, les concentrations dangereuses de sources inflammables ou les quantités dangereuses de substances chimiques instables ; en éliminant les sources éventuelles d’ignition
- En limitant les accès aux locaux de travail aux seules personnes habilitées

- En affichant une notice d’information au poste de travail art. R 4412-39 du CT ; en prévoyant des mesures d’hygiène appropriées afin que les travailleurs ne mangent pas, ne boivent pas et ne fument pas dans les zones dangereuses art. R 4412-20 du CT
- En établissant la fiche d’exposition et la liste des travailleurs exposés (art. R 4412-41)

- En effectuant des mesurages de concentration des ACD dans la zone de respiration des travailleurs, même en l’absence de valeurs réglementaires, sous réserve de l’existence de méthodes de mesure appropriées (cf metropol, organismes agrées et fiches toxicologiques de l’INRS). Ces mesurages sont à effectuer régulièrement (au moins une fois par an, comme l’évaluation des risques) et lorsqu’un changement susceptible d’avoir des conséquences sur l’exposition des travailleurs intervient. Si une mesure fait apparaître un résultat élevé, l’employeur doit faire procéder obligatoirement à un nouveau contrôle s’il s’agit d’une VLEP réglementaire contraignante. Sinon, la nécessité d’effectuer un nouveau contrôle est appréciée en fonction de la situation.

Les VLEP contraignantes pour les ACD sont :

- les poussières
- des agents chimiques dangereux (art R 4412-149 du code du travail modifié par le décret 2007-1539 du 26 octobre 2007), dont le chloroforme (C3), le n-hexane (R3), le phénol (M3), le toluène (R3)
- le bromométhane, le cyanure d’hydrogène (gaz de fumigation, décret du 26 avril 1988 modifié par le décret 2007-1539 du 26 octobre 2007)
- la silice cristalline (décret du 10 avril 1997)
2.3 INCIDENCES SUR LE SUIVI MEDICO-PROFESSIONNEL DES SALARIES

- Examen médical préalable à l'embauche (Fiche d'aptitude de non contre-indication précisant la date de l'étude du poste de travail et la date de la dernière mise à jour de la fiche d'entreprise). Afin que le médecin puisse exercer sa mission au mieux, il est préférable que l'avis d'aptitude soit accompagné de la liste des produits ou de la fiche d'exposition (circulaire DRT12).
  - Visite médicale au moins 1 fois par an
  - Signalisation au médecin du travail de toute absence pour maladie de plus de 10 jours
  - Envoi de la fiche d'exposition (circulaire DRT12) au médecin du travail
  - Attestation d'exposition remplie par l'employeur (art R.4412-58) et le médecin du travail pour tout salarié quittant l'entreprise
3 OBLIGATIONS DU MEDECIN DU TRAVAIL

3.1 CONNAITRE LES RISQUES ET LES TRAVAILLEURS EXPOSES AU RISQUE, EN PARTICULIER PAR L’ACTION EN MILIEU DE TRAVAIL DU MEDECIN :

3.1.1 Faire les études de postes et actions en milieu de travail prévues par l’Art. R.4623-1 du C.T.

3.1.2 Réaliser la Fiche d’Entreprise (Art. D.4624-37 du C.T.)

3.1.3 Prendre connaissance de l’évaluation des risques faite par l’employeur :


3.1.4 Etre au courant de la liste actualisée (tenue par l’employeur) des travailleurs exposés aux ACD (art. R.4412-40 du code du travail)

3.1.5 Recueillir le double de la fiche d’exposition que l’employeur établit pour chacun des travailleurs exposés (art. R.4412-41 du code du travail), et qu’il doit transmettre au médecin du travail

3.2 EFFECTUER UNE SURVEILLANCE MEDICALE RENFORCEE POUR EXPOSITION AUX A C D

3.2.1 Effectuer un examen médical du salarié préalable à son affectation à des travaux l’exposant à des ACD (art R.4412-44 du code du travail)

3.2.2 Etablir une Fiche d’aptitude attestant que le travailleur ne présente pas de contre-indication médicale à ces travaux (art R.4412-44 du code du travail) comportant en outre :

- la date de l’étude du poste de travail
- la date de la dernière mise à jour de la fiche d’entreprise
devant être renouvelée au moins une fois par an, après examen par le médecin du travail (MdT).

L’examen médical comprend un examen clinique général et, selon la nature de l’exposition, un ou plusieurs examens spécialisés complémentaires auxquels le MdT procède lui-même, ou fait procéder ; ces examens sont à la charge de l’employeur.

Le MdT informe chaque travailleur des résultats et de l’interprétation des examens médicaux et complémentaires dont il a bénéficié (à la suite de cet examen, contestation possible de l’aptitude dans les 15 jours auprès de l’inspecteur du travail par le travailleur ou par l’employeur).

Si, au vu des examens médicaux qui ont été pratiqués, le MdT estime qu’une valeur limite biologique fixée réglementairement est susceptible d’être dépassée, il en informe l’intéressé.

En cas de dépassement, le MdT, s’il considère que ce dépassement résulte de l’exposition professionnelle, en informe l’employeur sous une forme non nominative afin que ce dernier applique les dispositions prévues aux art R.4412-5, R.4412-6, R.4412-7, R.4412-8, R.4412-9, R.4412-10, R.4412-11 du code du travail (voir aussi § « Obligations de l’employeur »).

En dehors des visites périodiques (annuelles), d’autres visites médicales sont à faire par le médecin du travail : en particulier celles des salariés adressés par l’employeur, qui est tenu de faire examiner par le médecin tout travailleur qui se déclare incommodé par des travaux, exposant aux A C D, qu’il exécute (art R.4412-50 du code du travail)

Cet examen peut être réalisé à la demande du travailleur (art R.4412-50 du code du travail).

Le MdT suit les instructions techniques réglementaires existantes, précisant les modalités des examens médicaux que doivent respecter les MdT assurant la surveillance médicale des travailleurs exposés à certains ACD, et qui sont définies par arrêtés (art R.4412-49 du code du travail)

Le MdT recueille les informations (que l’employeur doit lui transmettre) sur les absences pour cause de maladie de plus de 10 jours des travailleurs exposés aux ACD. (art R.4412-50 du code du travail)

Si un travailleur est atteint d’une maladie professionnelle, d’une maladie ou d’une anomalie susceptible de résulter d’une exposition à des ACD, le MdT détermine la pertinence (donc l’intérêt), et la nature des examens éventuellement nécessaires pour les autres personnels exposés.

Dans ces cas, une nouvelle évaluation des risques doit alors être effectuée par l’employeur (art R.4412-53 du code du travail), et voir chapitre « obligations de l’employeur » ;

(à noter que, contrairement à la législation sur les « CMR », il n’y a pas de visite médicale systématique de tout le personnel ayant subi une exposition comparable).
Dossier médical (art R.4412-54 du code du travail) :

Le médecin du travail constitue et tient, pour chacun des travailleurs exposés aux ACD, un **dossier individuel** :

- il doit contenir une copie de la **fiche d’exposition prévue à l’art R.4412-41** du code du travail ;
- il doit contenir les **dates et les résultats de tous les examens complémentaires pratiqués, systématiques, et supplémentaires** s’il y a lieu.

Ce dossier est à conserver pendant au moins 50 ans après la fin de la période d’exposition. Ce dossier est communiqué, sur sa demande, au Médecin inspecteur régional du travail et de la main d’œuvre et peut être adressé, avec l’accord du travailleur, à un médecin de son choix.

Si l’établissement vient à disparaître ou si le travailleur change d’établissement, l’ensemble du dossier est transmis au médecin inspecteur régional du travail et de la main d’œuvre, à charge pour celui-ci de l’adresser, **à la demande du travailleur**, au médecin du travail désormais compétent.


Une **fiche d’aptitude en double exemplaire** est remise au salarié et transmise à l’employeur lors de chaque visite médicale prévue (art. R.4412-44 du CT)

### 3.3 OBLIGATION DE CONSEIL ET D’INFORMATION - OBLIGATIONS DIVERSES.

« Le MdT est, de par la réglementation, **conseiller** du chef d’entreprise..., des salariés, des représentants du personnel..., en ce qui concerne notamment... 

- **la protection des salariés... contre les risques ...d’utilisation des produits dangereux** » art D.4624-37 du code du travail ; il va donc expliquer les risques potentiels des produits dangereux
- **la prévention et l’éducation sanitaires** dans le cadre de l’établissement en rapport avec l’activité professionnelle, art R.4623-1 6°) du CT ; il va donc expliquer les moyens de se protéger contre les risques potentiels d’exposition à chaque poste de travail

De par son rôle de conseiller aux entreprises, le médecin du travail se doit de donner des conseils pertinents au chef d’entreprise en ce qui concerne les **installations de premier secours appropriées dans l’entreprise**, qui doivent être mises à disposition par l’employeur (Art. R.4412-33 du code du travail), concernant les ACD

Il donne son avis à l’employeur sur les **dispositions nécessaires** pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades (dans le cas où il n’y a pas
d'infirmière d’entreprise), en liaison notamment avec les services de secours extérieurs à l’entreprise (art R.4224-16 du CT). Il se doit de donner des conseils pertinents lorsqu’il est informé de la nature et de la composition des produits utilisés, ainsi que de leurs modalités d’emploi (art R.4623-1 et R.4624-4 du CT).

Mais le médecin du travail est tenu au secret... de la composition des produits employés ou fabriqués ayant un caractère confidentiel » (art R.4624-9 du CT).

3.4 GROSSESSE – ALLAITEMENT :

Il n’y a pas pour le moment de réglementation spécifique « Femmes enceintes / ACD », comme pour les toxiques pour la reproduction, mais il faut savoir rester prudent.

Le médecin du travail

Participera à l’information et à la sensibilisation des femmes quant à la nécessité de déclarer le plus précocement possible leur état de grossesse, les risques potentiels pour l’enfant. Les postes à risque figurent dans la fiche d’entreprise.

Vérifiera que les agents chimiques auxquels est exposée une femme enceinte (ou allaitante) ne sont pas reprotoxiques de catégorie 1 ou 2, mutagènes de catégorie 1 ou 2, ou cancérogène de catégorie 1 ou 2 (auquel cas la législation sur l’exposition aux C.M.R. s’appliquerait).

Il les informerait alors sur les mesures prévues à l’art L. 1225-12 du code du travail, concernant les toxiques pour la reproduction de catégorie 1 et 2 : le médecin du travail doit proposer par écrit un aménagement provisoire du poste de travail, ou une affectation temporaire dans un autre poste pour la salariée enceinte, l’employeur ayant des obligations spécifiques pour trouver une solution de reclassement ou une autre solution avec garantie de rémunération.

Dans le cas d’exposition à des produits étiquetés R62- R63, ou R68, ou R 40 (catégorie 3), mais aussi de certains produits non classés comme certains solvants, le médecin du travail restera vigilant : officiellement, les mesures « Femmes-enceintes / Produits toxiques pour la reproduction » ci-dessus ne pourront pas être exigées, néanmoins le médecin du travail pourra, s’il y a lieu, être persuasif pour essayer de reclasser la femme enceinte temporairement. Par contre, il n’y a pas de garantie de rémunération.

D’autre part, le médecin exercera une veille « juridico-chimique » active, pour repérer quand une substance C M R de catégorie 3 passe en catégorie 2.

3.5 MALADIES LIEES A UNE EXPOSITION PROFESSIONNELLE : ROLE DU MEDECIN DU TRAVAIL

3.5.1 Maladies Professionnelles Indemnisables :

C’est le salarié qui fait la déclaration.
3.5.2 Système complémentaire de reconnaissance des Maladies Professionnelles :

Saisine du Comité Régional de Reconnaissance des Maladies Professionnelles (CRRMP) : un avis motivé du médecin du travail (qui est tenu de répondre) est nécessaire lors de la saisine et de l'instruction d'une demande de reconnaissance de Maladie Professionnelle (Loi n° 93-121 du 27.01.93, notamment l'article 7, Note DRT/DSS du 17.02.94, Bulletin officiel du ministère du Travail n° 94/5 du 20.03.94)

3.5.3 « Déclaration de maladies à caractère professionnel, en vue de l'extension des tableaux » (art L 461-6 du Code de la Sécurité Sociale) : le médecin doit déclarer les maladies qui, à son avis, sont susceptibles d'avoir une origine professionnelle et qui ne figurent pas sur les tableaux (les agents chimiques ou procédés en cause n'étant pas forcément connus comme étant pathogènes).

3.5.4 « Listes des maladies ayant un caractère professionnel dont la déclaration est obligatoire pour tout docteur en médecine qui peut en avoir connaissance » (Code de la Sécurité Sociale - Troisième partie - Annexe à l'article D.461-1, liste A)

(dans ces listes figurent, entre autres, des maladies susceptibles d'être imputées à certains agents chimiques dangereux déjà connus comme pathogènes)

Il est à noter que ces 2 types de déclarations ont des buts complémentaires et concourent à la veille sanitaire
CLASSIFICATION ET ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS CHIMIQUES DANGEREUSES

4.1 PRINCIPES ET DEFINITIONS DE BASE DE L'ETIQUETAGE REGLEMENTAIRE :

Le but de la réglementation sur la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations dangereuses est d'assurer la protection des personnes, qui peuvent entrer en contact avec ces produits, et la protection de l'environnement. La classification permet de définir les différentes classes ou catégories de danger que peuvent présenter les substances et préparations. L'étiquetage est la première information, essentielle et concise, fournie à l'utilisateur sur ces dangers et sur les précautions à prendre lors de l'utilisation.

Les substances et les préparations sont considérées comme dangereuses, quand elles appartiennent à l'une des 15 catégories de danger suivante : Explosibles, Comburantes, Extrêmement inflammables, facilement inflammables, Inflammables, très toxiques, Toxiques, Nocives, Corrosives, irritantes, Sensibilisantes, Cancérogènes, Mutagènes, toxiques pour la reproduction, Dangereuses pour l'environnement.

A chaque catégorie de danger sont associés des symboles et indications de danger, et des phrases de risque R (reproduits plus bas dans ce dossier). Ces éléments constituent la classification d'une substance ou d'une préparation. Ils devront figurer sur l'étiquette réglementaire, accompagnés de conseils de prudence (phrases S) choisis en fonction des phrases de risque.

Un guide de classification et d'étiquetage permet, en fonction des propriétés ou des caractéristiques d'une substance, d'attribuer les phrases de risque et les symboles et indications de danger qui lui correspondent.

Ce guide est consultable en annexe VI de l’arrêté du 20 avril 1994 modifié.

Dans tous les cas, il est indispensable de se reporter aux textes réglementaires pour prendre connaissance des dispositions obligatoires prévues pour l'emballage et l'étiquetage des substances et préparations dangereuses :

- articles 15 à 23 de l’arrêté du 20 avril 1994 modifié + annexe VI paragraphe 8 (pour les substances)

Il faut savoir que pour les préparations, des seuils de concentration déterminent la classification. Par exemple, pour les produits classés corrosifs, les seuils suivants s'appliquent :

Brom M. (MIRTMO), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
### Classification de la substance

<table>
<thead>
<tr>
<th>Classification de la substance</th>
<th>Classification de la préparation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>C et R 35</td>
<td>Concentration ≥ 10 %</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>R 35 obligatoire</td>
</tr>
<tr>
<td>C et R 34</td>
<td>5 % ≤ concentration &lt; 10 %</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>R 34 obligatoire</td>
</tr>
<tr>
<td>X, et R 41</td>
<td>Concentration ≥ 10 %</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>R 41 obligatoire</td>
</tr>
<tr>
<td>X, et R 36, R 37, R 38</td>
<td>Concentration ≥ 20 %</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>R 36, R 37, R 38</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(*) Selon l'annexe VI de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié, les substances corrosives affectées des phrases de risque R 35 et R 34 doivent être considérées comme également affectées de la phrase de risque R 41. En conséquence, si la préparation contient des substances corrosives avec R 35 ou R 34 à des concentrations inférieures aux limites de concentration pour une classification de la préparation comme corrosive, de telles substances peuvent contribuer à la classification de la préparation comme irritante avec R 41 ou irritante avec R 36.

Nota : La simple application de la méthode conventionnelle aux préparations contenant des substances classées comme corrosives ou irritantes peut entraîner une sous-classification ou une sur-classification du danger si d'autres facteurs pertinents (par exemple le pH de la préparation) ne sont pas pris en considération. Pour la classification de la corrosivité, il y a donc lieu de tenir compte des indications données au point 3.2.5 de l'annexe VI de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié et à l'article 17 du présent arrêté.

### Exemple d'étiquette d'une préparation dangereuse :

![Exemple d'étiquette d'une préparation dangereuse](image_url)
Symboles et indications de danger

SGH
L’étiquetage va connaître des évolutions importantes après la mise en application du Système Général Harmonisé (SGH) qui est attendue en 2008 en Europe (Dossier SGH sur le site de www.inrs.fr )

Nature des risques particuliers attribués aux substances et préparations dangereuses (phrases R) :

R1 Explosif à l’état sec.
R2 Risque d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition.
R3 Grand risque d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition.
R4 Forme des composés métalliques explosifs très sensibles.
R5 Danger d'explosion sous l'action de la chaleur.
R6 Danger d'explosion en contact ou sans contact avec l'air.
R7 Peut provoquer un incendie.
R8 Favorise l'inflammation des matières combustibles.
R9 Peut exploser en mélange avec des matières combustibles.
R10 Inflammable.
R11 Facilement inflammable.
R12 Extrêmement inflammable.
R14 Réagit violemment au contact de l'eau.
R15 Au contact de l'eau, dégage des gaz extrêmement inflammables.
R16 Peut exploser en mélange avec des substances comburantes.
R17 Spontanément inflammable à l'air.
R18 Lors de l'utilisation, formation possible de mélange vapeur-air inflammable/explosif.
R19 Peut former des peroxydes explosifs.
R20 Nocif par inhalation.
R21 Nocif par contact avec la peau.
R22 Nocif en cas d'ingestion.
R23 Toxique par inhalation.
R24 Toxique par contact avec la peau.
R25 Toxique en cas d'ingestion.
R26 Très toxique par inhalation.
R27 Très toxique par contact avec la peau.
R28 Très toxique en cas d'ingestion.
R29 Au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques.
R30 Peut devenir facilement inflammable pendant l'utilisation.
R31 Au contact d'un acide, dégage un gaz toxique.
R32 Au contact d'un acide, dégage un gaz très toxique.
R33 Danger d'effets cumulatifs.
R34 Provoque des brûlures.
R35 Provoque de graves brûlures.
R36 Irritant pour les yeux.
R37 Irritant pour les voies respiratoires.
R38 Irritant pour la peau.
R39 Danger d'effets irréversibles très graves.
R40 Effet cancérigène suspecté : preuves insuffisantes.
R41 Risque de lésions oculaires graves.
R42 Peut entraîner une sensibilisation par inhalation.
R43 Peut entraîner une sensibilisation par contact avec la peau.
R44 Risque d'explosion si chauffé en ambiance confinée.
R45 Peut provoquer le cancer.
R46 Peut provoquer des altérations génétiques héréditaires.
R48 Risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée.
R49 Peut provoquer le cancer par inhalation.
R50 Très toxique pour les organismes aquatiques.
R51 Toxique pour les organismes aquatiques.
R52 Nocif pour les organismes aquatiques.
R53 Peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique
R54 Toxique pour la flore.
R55 Toxique pour la faune.
R56 Toxique pour les organismes du sol.
R57 Toxique pour les abeilles.
R58 Peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement.
R59 Dangereux pour la couche d'ozone.
R60 Peut altérer la fertilité.
R61 Risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant.
R62 Risque possible d'altération de la fertilité.
R63 Risque possible pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant.
R64 Risque possible pour les bébés nourris au lait maternel.
R65 Nocif : peut provoquer une atteinte des poumons en cas d'ingestion.
R66 L'exposition répétée peut provoquer dessèchement ou gerçures de la peau.
R67 L'inhalation de vapeurs peut provoquer somnolence et vertiges.
R68 Possibilité d'effets irréversibles.
Combinaison des phrases R :

R14/15 Réagit violemment au contact de l'eau en dégageant des gaz extrêmement inflammables.
R15/29 Au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques et extrêmement inflammables.
R20/21 Nocif par inhalation et par contact avec la peau.
R20/22 Nocif par inhalation et par ingestion.
R20/21/22 Nocif par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.
R21/22 Nocif par contact avec la peau et par ingestion.
R23/24 Toxique par inhalation et par contact avec la peau.
R23/25 Toxique par inhalation et par ingestion.
R23/24/25 Toxique par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.
R24/25 Toxique par contact avec la peau et par ingestion.
R26/27 Très toxique par inhalation et par contact avec la peau.
R26/28 Très toxique par inhalation et par ingestion.
R26/27/28 Très toxique par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.
R27/28 Très toxique par contact avec la peau et par ingestion.
R36/37 Irritant pour les yeux et les voies respiratoires.
R36/38 Irritant pour les yeux et la peau.
R36/37/38 Irritant pour les yeux, les voies respiratoires et la peau.
R37/38 Irritant pour les voies respiratoires et la peau.
R39/23 Toxique : danger d'effets irréversibles très graves par inhalation.
R39/24 Toxique : danger d'effets irréversibles très graves par contact avec la peau.
R39/23/24 Toxique : danger d'effets irréversibles très graves par inhalation et par contact avec la peau.
R39/24/25 Toxique : danger d'effets irréversibles très graves par contact avec la peau et par ingestion.
R39/23/24/25 Toxique : danger d'effets irréversibles très graves par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.
R39/26/27 Très toxique : danger d'effets irréversibles très graves par inhalation et par contact avec la peau.
R39/26/28 Très toxique : danger d'effets irréversibles très graves par contact avec la peau et par ingestion.
R39/26/27/28 Très toxique : danger d'effets irréversibles très graves par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.
R42/43 Peut entraîner une sensibilisation par inhalation et par contact avec la peau.
R48/20 Nocif : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation.
R48/21 Nocif : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau.
R48/22 Nocif : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par ingestion.
R48/20/21 Nocif : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par contact avec la peau.
R48/20/22 Nocif : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par ingestion.
R48/21/22 Nocif : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau et par ingestion.
R48/20/21/22 Nocif : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation, contact avec la peau et par ingestion.
R48/23 Toxique : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation.
R48/24 Toxique : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau.
R48/25 Toxique : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par ingestion.
R48/23/24 Toxique : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par contact avec la peau.
R48/23/25 Toxique : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation et par ingestion.
R48/24/25 Toxique : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par contact avec la peau et par ingestion.
R48/23/24/25 Toxique : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.
R50/53 Très toxique pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.
R51/53 Toxique pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.
R52/53 Nocif pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets irréversibles à long terme pour l'environnement aquatique.
R68/20 Nocif : possibilité d'effets irréversibles par inhalation.
R68/21 Nocif : possibilité d'effets irréversibles par contact avec la peau.
R68/22 Nocif : possibilité d'effets irréversibles par ingestion.
R68/20/21 Nocif : possibilité d'effets irréversibles par inhalation et par contact avec la peau.
R68/20/22 Nocif : possibilité d'effets irréversibles par inhalation et par ingestion.
R68/21/22 Nocif : possibilité d'effets irréversibles par contact avec la peau et par ingestion.
R68/20/21/22 Nocif : possibilité d'effets irréversibles par inhalation, par contact avec la peau et par ingestion.

Conseils de prudence concernant les substances et préparations dangereuses (phrases S) :

S1 Conserver sous clé.
S2 Conserver hors de la portée des enfants.
S3 Conserver dans un endroit frais.
S4 Conserver à l'écart de tout local d'habitation.
S5 Conserver sous... (liquide approprié à spéciﬁer par le fabricant).
S6 Conserver sous... (gaz inerte à spéciﬁer par le fabricant).
S7 Conserver le récipient bien fermé.
S8 Conserver le récipient à l'abri de l'humidité.
S9 Conserver le récipient dans un endroit bien ventilé.
S12 Ne pas fermer hermétiquement le récipient.
S13 Conserver à l'écart des aliments et boissons y compris ceux pour animaux.
S14 Conserver à l'écart des... (matière(s) incompatible(s) à indiquer par le fabricant).
S15 Conserver à l'écart de la chaleur.
S16 Conserver à l'écart de toute ﬂamme ou source d'étincelles - Ne pas fumer.
S17 Tenir à l'écart des matières combustibles.
S18 Manipuler et ouvrir le récipient avec prudence.
S20 Ne pas manger et ne pas boire pendant l'utilisation.
S21 Ne pas fumer pendant l'utilisation.
S22 Ne pas respirer les poussières.
S23 Ne pas respirer les gaz/vapeurs/ fumées/aérosols (terme(s) approprié(s) à indiquer par le fabricant).
S24 Éviter le contact avec la peau.
S25 Éviter le contact avec les yeux.
S26 En cas de contact avec les yeux, laver immédiatement et abondamment avec de l'eau et consulter un spécialiste.
S27 Enlever immédiatement tout vêtement souillé ou éclaboussé.
S28 Après contact avec la peau, se laver immédiatement et abondamment avec... (produits appropriés à indiquer par le fabricant).
S29 Ne pas jeter les résidus à l'égout.
S30 Ne jamais verser de l'eau dans ce produit.
S33 Éviter l'accumulation de charges électrostatiques.
S35 Ne se débarrasser de ce produit et de son récipient qu'en prenant toutes précautions d'usage.
S36 Porter un vêtement de protection approprié.
S37 Porter des gants appropriés.
S38 En cas de ventilation insuffisante, porter un appareil respiratoire approprié.
S39 Porter un appareil de protection des yeux / du visage.
S40 Pour nettoyer le sol ou les objets souillés par ce produit, utiliser ... (à préciser par le fabricant).
S41 En cas d'incendie et/ou d'explosion ne pas respirer les fumées.
S42 Pendant les fumigations/pulvérisations porter un appareil respiratoire approprié (terme(s) approprié(s) à indiquer par le fabricant).
S43 En cas d'incendie utiliser... (moyens d'extinction à préciser par le fabricant. Si l'eau augmente les risques, ajouter "Ne jamais utiliser d'eau ").
S45 En cas d'accident ou de malaise consulter immédiatement un médecin (si possible lui montrer l'étiquette).
S46 En cas d'ingestion consulter immédiatement un médecin et lui montrer l'emballage ou l'étiquette.
S47 Conserver à une température ne dépassant pas... °C (à préciser par le fabricant).
S48 Maintenir humide avec... (moyen approprié à préciser par le fabricant).
S49 Conserver uniquement dans le récipient d'origine.
S50 Ne pas mélanger avec... (à spécifier par le fabricant).
S51 Utiliser seulement dans des zones bien ventilées.
S52 Ne pas utiliser sur de grandes surfaces dans les locaux habités.
S53 Éviter l'exposition, se procurer des instructions spéciales avant l'utilisation.
S56 Éliminer ce produit et son récipient dans un centre de collecte des déchets dangereux ou spéciaux.
S57 Utiliser un récipient approprié pour éviter toute contamination du milieu ambiant.
S59 Consulter le fabricant ou le fournisseur pour des informations relatives à la récupération ou au recyclage.
S60 Éliminer le produit et son récipient comme un déchet dangereux.
S61 Éviter le rejet dans l'environnement. Consulter les instructions spéciales / la fiche de données de sécurité.
S62 En cas d'ingestion, ne pas faire vomir. Consulter immédiatement un médecin et lui montrer l'emballage ou l'étiquette.
S63 En cas d'accident par inhalation, transporter la victime hors de la zone contaminée et la garder au repos.
S64 En cas d'ingestion, rincer la bouche avec de l'eau (seulement si la personne est consciente).

Combinaison des phrases S :

S1/2 Conserver sous clé et hors de portée des enfants.
S3/7 Conserver le récipient bien fermé dans un endroit frais.
S3/9/14 Conserver dans un endroit frais et bien ventilé à l'écart des... (matières incompatibles à indiquer par le fabricant).
S3/9/14/49 Conserver uniquement dans le récipient d'origine dans un endroit frais et bien ventilé à l'écart de... (matières incompatibles à indiquer par le fabricant).
S3/9/49 Conserver uniquement dans le récipient d'origine dans un endroit frais et bien ventilé.
S3/14 Conserver dans un endroit frais à l'écart des... (matières incompatibles à indiquer par le fabricant).
S7/8 Conserver le récipient bien fermé et à l'abri de l'humidité.
S7/9 Conserver le récipient bien fermé et dans un endroit bien ventilé.

Brom M. (MIRTMO), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfér J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
S7/47 Conserver le récipient bien fermé et à une température ne dépassant pas...°C (à préciser par le fabricant).
S20/21 Ne pas manger, ne pas boire et ne pas fumer pendant l'utilisation.
S24/25 Eviter le contact avec la peau et les yeux.
S27/28 Après contact avec la peau, enlever immédiatement tout vêtement souillé ou éclaboussé et se laver immédiatement et abondamment avec... (produits appropriés à indiquer par le fabricant).
S29/35 Ne pas jeter les résidus à l'égout ; ne se débarrasser de ce produit et de son récipient qu'en prenant toutes les précautions d'usage.
S29/56 Ne pas jeter les résidus à l'égout, éliminer ce produit et son récipient dans un centre de collecte des déchets dangereux ou spéciaux.
S36/37 Porter un vêtement de protection et des gants appropriés.
S36/39 Porter un vêtement de protection approprié et un appareil de protection des yeux / du visage.
S47/49 Conserver uniquement dans le récipient d'origine à température ne dépassant pas... °C (à préciser par le fabricant)

Références :

ND 1946 et 1961 temporairement plus diffusées par l'INRS. Mise à jour en cours.

"Pictogrammes pour la signalisation de santé et de sécurité et l'étiquetage des produits chimiques" (dossier Web INRS).

Site du Bureau européen des produits chimiques / European Chemicals Bureau (ECB) http://ecb.jrc.it/ (en anglais)
Bases de données disponibles sur le site de l'ECB


4.2 LA FICHE DE DONNEES DE SECURITE

Le fabricant, l'importateur ou le vendeur d'une substance ou d'une préparation dangereuse a l'obligation d'établir une fiche de données de sécurité (qui n'est pas un document confidentiel) et de la remettre gratuitement au chef d'établissement (R4411-73 du code du travail).

Cette fiche, qui doit être réexpédiée après chaque modification par votre fournisseur et qui doit être rédigée en français, est la source d'information essentielle sur les produits...
chimiques dangereux à usage industriel. Elle comporte *seize rubriques obligatoires* décrites ci-dessous.

Elle doit permettre de faire un choix entre plusieurs produits afin de sélectionner le produit le moins dangereux en fonction de l'application recherchée. Elle doit permettre également d'évaluer les risques auxquels sont exposés les salariés et d'élaborer des règles de protection des personnels de l'entreprise ou présents sur le site.

La **directive 2001/58/CE du 27 juillet 2001** étend l'obligation d'établir une fiche de données de sécurité à toutes les préparations non classées dangereuses mais qui contiennent plus de 1% en poids d'une substance classée dangereuse.

Le médecin du travail a besoin des fiches de données de sécurité pour accomplir sa mission de surveillance médico-professionnelle des salariés et déterminer les examens complémentaires, nécessaires à l'évaluation des mesures de prévention ou au dépistage des pathologies professionnelles.

Un recueil des fiches de données de sécurité doit exister dans l’entreprise.

### Contenu type d'une fiche de données de sécurité

1. **Identification du produit chimique et de la personne physique ou morale responsable de sa mise sur le marché**
   - Nom du produit (identique à celui figurant sur l'étiquette)
   - Code produit du fournisseur
   - Nom du fournisseur
   - Adresse
   - Téléphone (télécopie, télex)
   - Adresse mail
   - Numéro d'appel d'urgence

2. **Identification des dangers**
   - Principaux dangers du produit (effets néfastes sur la santé, sur l'environnement, dangers physiques et chimiques, risques spécifiques) et classification de danger correspondante
   - Principaux symptômes liés à l'utilisation ou au mauvais usage

3. **Information sur les composants**
   - Substance ou préparation ?
   - *Pour les substances* :
     - nom chimique
     - synonymes
     - n° CAS
     - composants dangereux (impureté, additif)
   - *Pour les préparations* :
     - composants ou impuretés dangereux (nom chimique des substances, concentration ou gamme de concentration, symbole(s) et phrase(s) de risque), sans indication complète de la composition

4. **Description des premiers secours à porter en cas d'urgence**
   - Mesures de premier secours et actions à éviter, selon les voies d'exposition
   - Symptômes les plus importants
   - Conseils de protection des sauveteurs
   - Instructions pour le médecin
5. **Mesures de lutte contre l'incendie**
- Moyens d'extinction appropriés et déconseillés
- Dangers liés aux produits résultant de la combustion
- Dangers spécifiques liés à la lutte contre l'incendie (méthodes d'intervention, protection des intervenants)

6. **Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle**
- Précautions individuelles
- Précautions pour la protection de l'environnement
- Méthodes de nettoyage (récupération, neutralisation, élimination, risques secondaires)

7. **Précautions de stockage, d'emploi et de manipulation**
**Manipulation** :
- Mesures techniques de prévention de l'exposition des travailleurs (précautions pour les manipulations, ventilation, techniques visant à réduire la formation de poussières, matières incompatibles), et de prévention des incendies et des explosions

**Stockage** :
- Mesures techniques et conditions de stockage recommandées et à éviter (matières incompatibles, matériaux d'emballage, conception des locaux de stockage, quantité limite de stockage, température, humidité, ventilation)

8. **Procédures de contrôle de l'exposition des travailleurs et caractéristiques des équipements de protection individuelle**
- Mesures d'ordre technique permettant de réduire l'exposition : confinement, paramètres de contrôle (valeurs limites d'exposition, indicateurs biologiques), procédure de surveillance.
- Type et nature précise d'équipement de protection individuelle lorsqu'il est nécessaire,
- Mesure particulière d'hygiène ; informations pour le nettoyage et la décontamination.

9. **Propriétés physico-chimiques**
- Etat physique, aspect, forme, couleur, odeur
- pH, indication de concentration
- Températures spécifiques de changement d'état (fusion, ébullition, décomposition, etc)
- Caractéristiques d'inflammation, d'explosibilité et de propriétés comburantes

10. **Stabilité du produit et réactivité**
- Stabilité, réactions dangereuses, produits de décomposition.
- Conditions d'utilisation dangereuses (connues ou prévisibles).

11. **Informations toxicologiques**
- Effets néfastes sur la santé (toxicité aiguë, effets locaux, sensibilisation, toxicité chronique, toxicité à long terme, cancérogénèse, mutagénèse, toxicité pour la reproduction), en fonction des différentes voies d'exposition.

12. **Informations écotoxicologiques**
- Effets connus ou probables sur l'environnement (mobilité, dégradabilité, bioaccumulation)
- Ecotoxicité (eau, sol, air)

13. **Informations sur les possibilités d'élimination des déchets**
- Méthodes recommandées pour éliminer le produit sans danger
- Elimination des emballages contaminés

14. **Informations relatives au transport**
- Précautions spécifiques au transport.
- Codification et classement dans les réglementations internationales relatives au transport, selon les modes de transport.
15. Informations réglementaires

- Informations de danger, telles qu'elles sont mentionnées sur l'étiquette (phrases de risque et conseils de prudence).
- Informations sur les réglementations spécifiques communautaires et françaises (limitation de mise sur le marché ou d'emploi, tableau de maladie professionnelle, valeur limite réglementaire ou indicative, etc.).

16. Autres informations

- Toute information complémentaire importante du point de vue de la sécurité
- Utilisations recommandées et restrictions
- Références bibliographiques
- Date d'émission de la fiche
5 DOSSIER PRATIQUE ACD

5.1 INFORMATION DES EMPLOYEURS SUR L’EXISTENCE DU DECRET ACD

1ère Lettre d’introduction :

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de l’évaluation des risques professionnels et plus particulièrement du risque d’exposition à des agents chimiques dangereux, je souhaiterais savoir si de tels produits sont utilisés dans votre établissement.


En application de ce décret, vous devrez recenser tous les produits chimiques utilisés dans l’entreprise afin d’identifier d’éventuels agents chimiques dangereux.

Pour identifier les produits concernés vous pouvez vous référer à l’étiquetage et à la fiche de données de sécurité (F.D.S.) qui doit réglementairement vous être transmise par votre fournisseur habituel (art : R.4411-73 du Code du Travail), en français et à jour. Ces fiches de données de sécurité doivent d’ailleurs être transmises par le Chef d’établissement au médecin du travail.

Les agents chimiques dits dangereux sont des produits ou préparations qui répondent aux critères de classement définis par l’article R.4412-3, c’est-à-dire des substances et préparations :
- explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, inflammables (phrases de risques notifiées sur l’étiquette : R1 à R19 et R30)
- très toxiques, toxiques, nocives, corrosives, irritantes, sensibilisantes, cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction (R20 à R29, R31 à R49, R60 à R68)
- dangereuses pour l’environnement (R50 à R59)

Je suis à votre disposition pour toute question relative à l’application de cette démarche d’évaluation du risque chimique. Merci de me communiquer également cette liste de produits afin d’adapter au mieux ma mission de préservation de la santé au travail.

Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations respectueuses.
5.2 **OBLIGATIONS EMPLOYEUR APRÈS RECENSEMENT – VERSION LONGUE**

2ème lettre - version longue :

Madame, Monsieur,

Dans votre entreprise vous utilisez un (des) produit(s) chimique(s) potentiellement dangereux.

Il s’agit de :
- 
- 


**EN PRATIQUE**

La première démarche est d’**EVALUER LES RISQUES D’EXPOSITION AUX POSTES DE TRAVAIL** (art R.4412-5 du code du travail) en tenant compte :

- Des dangers des produits utilisés
- De l'intensité et de la durée d'exposition
- De la quantité de produit utilisé par mois / par an
- Des conditions d’utilisation :
  - Produit liquide, solide, gazeux, aérosol ?
  - Voies de pénétration potentielle : cutanée, respiratoire, digestive ?
  - Présence d’aspiration ?
  - Mise à disposition d’Equipements de Protection Individuelle (EPI) ?
- Des résultats des analyses qui auraient pu être effectuées par des organismes spécialisés

Vous devrez aussi dans cette démarche **PRENDRE EN COMPTE LES MESURES DE PREVENTION ENTREPRISES POUR REDUIRE LE RISQUE** (art. R 4412-11 du code du travail) :

- méthodes de travail adaptées
- matériel adéquat et procédures d'entretien régulières
- réduction au minimum du nombre de salariés exposés
- réduction au minimum du temps et de la durée d'exposition
- mesures d'hygiène appropriées
- réduction au minimum nécessaire de la quantité d'agents chimiques au poste de travail
- procédures de travail adaptées pour la manutention, le stockage, le transport…

Vous devez aussi **INFORMER ET FORMER LE PERSONNEL** (art 4412-38 du code du travail)

Le personnel doit en effet :
- Être informé de la présence de produits chimiques dangereux, des risques pour sa santé et sa sécurité, des concentrations maximales admises dans l’air, le sang, les
urines…si elles existent (notion de Valeurs Limites d’Exposition Professionnelle (VLEP) et de Valeurs Limites Biologiques)

~ Avoir accès aux fiches de données de sécurité disponibles en français, à jour
~ Recevoir une formation et une information concernant en particulier les mesures d’hygiène, les E.P.I.

Je suis bien entendu à votre disposition pour vous aider à répondre aux questions que vous posez dans cette démarche d’évaluation et vous conseiller. Rappelons que les résultats de cette évaluation doivent être consignés dans votre document unique d’évaluation des risques, document tenu à disposition des instances représentatives du personnel, ou à défaut de tout salarié concerné ainsi que du médecin du travail.

A L’ISSUE DE CETTE PREMIERE ETAPE :

un niveau de risque est défini qui va conditionner la suite de la démarche.

En pratique, DEUX possibilités :

- Soit le risque est évalué faible et il n’y a pas d’autres obligations ; l’évaluation doit cependant être revue régulièrement
- Soit le risque existe et vous aurez alors d’autres obligations.
LORSQUE LE RISQUE PERSISTE, QUELLES SERONT VOS OBLIGATIONS ?

1) Suppression du risque
2) Réduction du risque au minimum
   ~ Substitution si possible, par un agent non dangereux ou moins dangereux
   ~ Si le remplacement n’est pas possible, conception de procédés de travail, utilisation du matériel permettant d’éliminer ou de réduire la libération de produits chimiques dangereux.
   ~ Si des produits sont malgré tout libérés, mise en place des mesures de protection collective (aspiration à la source…) et en cas d’impossibilité, recours à des protections individuelles.
   ~ Eviter la présence sur les lieux de travail de concentrations dangereuses de substances inflammables ou de quantités dangereuses de substances chimiques instables
   ~ Installations et appareils de protection collective vérifiés périodiquement et en parfait état de fonctionnement.
   ~ Entretien des E.P.I. et des vêtements de travail assuré par l’employeur.
   ~ Interdiction de fumer, boire et manger dans les zones de travail concernées.
   ~ Contrôle régulier des concentrations des agents chimiques représentant un risque pour la santé et la sécurité des travailleurs et des valeurs limites d’exposition professionnelle quand elles existent.
   ~ Accès limité, sécurisé des locaux où sont utilisés les produits chimiques dangereux
   ~ Mise en place d’une notice pour chaque poste ou situation de travail exposant à un agent chimique dangereux.

3) Elaboration d’une liste actualisée des travailleurs exposés aux agents chimiques dangereux, très toxiques, nocifs, corrosifs, irritants, sensibilisants ainsi que cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction.

4) Elaboration d’une fiche individuelle d’exposition (art. R.4412-41 du code du travail)
    Vous devez remplir une fiche par salarié exposé, me la retourner et en garder un exemplaire. Cette fiche est à mettre à jour régulièrement en cas de modification et à m’adresser à nouveau. Un modèle est joint à ce courrier.

5) Suivi médico-professionnel (art. R. 4412-44 à R. 4412-58 du code du travail)
    ~ Un salarié ne peut être exposé à un agent chimique dangereux sans avoir fait l’objet d’un examen préalable par le médecin du travail donnant lieu à une fiche d’aptitude mentionnant la date de l’étude de poste et de la fiche d’entreprise actualisée, attestant qu’il ne présente pas de contre-indication médicale à ces travaux.
    ~ Les examens complémentaires prescrits sont à la charge de l’employeur. Le salarié est informé des résultats.
    ~ L’examen médical est à renouveler au moins une fois par an.
    ~ Tout salarié qui se déclare incommodé par les travaux qu’il exécute doit être examiné par le médecin du travail.
    ~ Le médecin du travail doit être informé par l’employeur des absences pour cause de maladie supérieure à 10 jours des travailleurs exposés à un agent chimique dangereux.
Les visites de reprise sont obligatoires après maladie professionnelle, après 3 semaines d’arrêt maladie (maladie simple) et après 8 jours d’arrêt pour accident du travail.

6) Elaboration d’une attestation d’exposition

Une attestation d’exposition à un agent chimique dangereux est remplie par l’employeur et le médecin du travail à tout salarié qui quitte votre établissement quelque soit le motif. Vous trouverez ci-joint un modèle.

Je suis, bien-sûr, en ma qualité de conseiller à votre disposition pour répondre à toutes vos questions, pour vous faciliter la lecture et l’application de ce décret et de vos obligations.

Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations respectueuses.
5.3 OBLIGATIONS DE L’EMPLOYEUR APRES RECENSEMENT – VERSION COURTE

2ème Lettre – version courte

Madame, Monsieur,

Dans votre entreprise vous utilisez un (des) produit(s) chimique(s) potentiellement dangereux.

Il s’agit de :


En pratique, la première démarche est d’EVALUER LES RISQUES D’EXPOSITION AUX POSTES DE TRAVAIL (art R 4412-5 du code du travail) en tenant compte des dangers des produits, de la nature et du degré de l’exposition…, les résultats devant être consignés dans le document unique d’évaluation des risques.

Vous devrez aussi dans cette démarche PRENDRE EN COMPTE LES MESURES DE PREVENTION ENTREPRISES POUR REDUIRE LE RISQUE (art. R 4412-11 du code du travail) : à savoir : des méthodes de travail adaptées ; une réduction au minimum du nombre de salariés exposés, du temps et de la durée d’exposition ; des mesures d’hygiène appropriées ; de l’existence d’Equipements Individuels de Protection (EPI)…

Vous devrez aussi INFORMER ET FORMER LE PERSONNEL (art 4412-38 du code du travail) : présence de produits chimiques dangereux, risques pour sa santé et sa sécurité, mesures d’hygiène, E.P.I. …

Dans cette démarche, je suis bien entendu à votre disposition pour aide et conseil. Rappelons que les résultats de cette évaluation doivent être consignés dans votre document unique d’évaluation des risques, tenu à disposition des instances représentatives du personnel, ou à défaut de tout salarié concerné ainsi que du médecin du travail.

A l’issue de cette première étape, deux possibilités :
- soit le risque est évalué faible et il n’y a pas d’autres obligations; l’évaluation doit cependant être revue régulièrement.
- soit le risque existe et vous serez alors soumis à un ensemble d’obligations pour réduire ce risque au minimum et prévenir toute dégradation de la santé de vos salariés.

Si un risque persiste, vous devrez :

1) Supprimer le risque

2) Mettre en œuvre des mesures pour réduire le risque au minimum : substituer si possible, par un agent non dangereux ou moins dangereux, ou si le remplacement n’est pas possible, concevoir des procédés de travail, utiliser du matériel permettant d’éliminer ou de réduire la libération de produits chimiques dangereux, mettre en œuvre des mesures de protection collective et/ou individuelle…
3) Tenir une liste actualisée des travailleurs exposés aux agents chimiques dangereux, très toxiques, nocifs, corrosifs, irritants, sensibilisants ainsi que cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction.

4) Établir une fiche individuelle d’exposition (art. R.4412-41 du code du travail) par salarié exposé, à me retourner et en garder un exemplaire. Cette fiche est à mettre à jour régulièrement en cas de modification et à m’adresser à nouveau.

5) Veiller au respect du suivi médical (art. R 4412-44 à R 4412-53 du code du travail) : visites d’embauche, visites systématiques annuelles, visites de reprise ou si un salarié se déclare incommode

6) Elaborer une attestation d’exposition pour tout salarié qui quitte votre établissement quelque soit le motif.

Je suis, bien-sûr, en ma qualité de conseiller à votre disposition pour répondre à toutes vos questions pour vous faciliter la lecture et l’application de ce décret et de vos obligations.

Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations respectueuses.

Brom M. (MIRTMO), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treiser F. (AST 67)
5.4 MODELE DE LETTRE POUR LES GARAGISTES

Madame, Monsieur,

Médecin de votre service de santé au travail, j’ai pour rôle, notamment, de vous conseiller en matière de prévention des risques professionnels et suis chargé de la surveillance médico-professionnelle de vos salariés. Cette surveillance est adaptée aux risques professionnels et s’appuie nécessairement sur votre évaluation de ces risques qui est, je vous le rappelle, de votre responsabilité (art. L.4121-3 du code du travail).

Un premier décret n°2001-97 du 1er février 2001 concernant les produits cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction imposait une démarche de prévention spécifique.


Vous devez dans un premier temps identifier et lister tous les produits en vous référant à l’étiquetage et à la fiche de données de sécurité (F.D.S.) qui doit réglementairement vous être transmise par votre fournisseur habituel (art : R 4411-73 du Code du Travail), en français et à jour. Ces fiches de données de sécurité doivent d’ailleurs être transmises par le Chef d’établissement au médecin du travail.

Les agents chimiques dits dangereux sont des produits ou préparations qui répondent aux critères de classement définis par l’article R 4412-3, c’est-à-dire des substances et préparations :
- explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, inflammables (phrases de risques notifiées sur l’étiquette : R1 à R19 et R30)
- très toxiques, toxiques, nocives, corrosives, irritantes, sensibilisantes, cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction (R20 à R29, R31 à R49, R60 à R68)
- dangereuses pour l’environnement (R50 à R59)
Dans votre métier, plusieurs études ont montré que les carrossiers et les peintres sont régulièrement exposés par voie cutanée (la peau) ou respiratoire (les poumons) à des agents chimiques dangereux :

- des solvants dans les peintures, les diluants, produits classés irritants voire nocifs par inhalation
- des éthers de glycol, notamment dans les peintures dites à l’eau
- des isocyanates contenus dans les durcisseurs des vernis, produits connus pour leur pouvoir allergisant respiratoire (asthme professionnel) et cutané (eczéma)
- ...

Les mécaniciens sont également exposés à des agents chimiques dangereux notamment par l'utilisation de solvants de dégraissage, des huiles...

Après l'identification et le recensement de ces agents chimiques dangereux, il vous faudra alors **ÉVALUER LES RISQUES D’EXPOSITION AUX POSTES DE TRAVAIL** (art R 4412-5 du code du travail) en tenant compte :

- Des dangers des produits utilisés
- De l'intensité et de la durée d'exposition
- De la quantité de produit utilisé par mois / par an
- Des conditions d’utilisations :
  - Produit liquide, solide, gazeux, aérosol ?
  - Voies de pénétration potentielle : cutanée, respiratoire, digestive ?
  - Présence d’aspiration ?
  - Mise à disposition d’Équipements de Protection Individuelle (EPI) ?
- Des résultats des analyses qui auraient pu être effectuées par des organismes spécialisées

Vous devrez aussi dans cette démarche **PRENDRE EN COMPTE LES MESURES DE PREVENTION ENTREPRISES POUR REDUIRE LE RISQUE** (art. R 4412-11 du code du travail) :

- Méthodes de travail adaptées
- Matériel adéquat avec procédure d’entretien régulière
- Réduction au minimum du nombre de salariés exposés
- Réduction au minimum du temps et de la durée d’exposition
- Mesures d’hygiène appropriées
- Réduction au minimum nécessaire de la quantité d’agents chimiques sur le poste de travail
- Procédures de travail adaptées pour la manutention, le stockage, le transport...

Le personnel devra aussi **ÊTRE INFORME** de la présence de produits chimiques dangereux, des risques pour sa santé et sa sécurité, des concentrations maximales admises dans l’air, le sang, les urines…si elles existent (notion de Valeurs limites d’exposition professionnelle ou VLEP et de valeurs limites biologiques) et **FORME** (art R4412-38 du code du travail) en particulier aux mesures d’hygiène, aux E.P.I. …

Je suis bien entendu à votre disposition pour vous aider à répondre aux questions que vous vous posez dans cette démarche d’évaluation et vous conseiller. Rappelons que les résultats de cette évaluation doivent être consignés dans votre document unique d’évaluation des risques, document tenu à disposition des instances représentatives du personnel, ou à défaut de tout salarié concerné ainsi que du médecin du travail.
A L’ISSUE DE CETTE PREMIERE ETAPE

un niveau de risque sera défini, qui va conditionner la suite de la démarche.

En pratique, DEUX possibilités :

- Soit le risque est évalué faible et il n'y a pas d'autres obligations ; l'évaluation doit cependant être revue régulièrement
- Soit le risque existe et vous aurez alors d'autres obligations.

Je vous rappelle par ailleurs que l’arrêté du 4 juin 2004 concernant la réduction des émissions de Composés Organiques Volatiles va vous obliger à entreprendre un certain nombre de mesures pour réduire ces émissions, notamment par le remplacement des peintures solvants par des peintures à l'eau mais aussi par le choix de peintures moins volatiles…Cette démarche qui s’inscrit dans un contexte de protection de l’environnement va également dans le sens d’une amélioration des conditions de travail des peintres en réduisant leur niveau d’exposition aux solvants.
LORSQUE LE RISQUE PERSISTE, QUELLES SERONT VOS OBLIGATIONS ?

1) Supprimer le risque

2) Réduire le risque au minimum

~ Substitution si possible, par un agent non dangereux ou moins dangereux
~ Si le remplacement n’est pas possible, conception de procédés de travail, utilisation du matériel permettant d’éliminer ou de réduire la libération de produits chimiques dangereux.
~ Si des produits sont malgré tout libérés, mise en place des mesures de protection collective (aspiration à la source…) et en cas d’impossibilité, recours à des protections individuelles.
~ Éviter la présence sur les lieux de travail de concentrations dangereuses de substances inflammables ou de quantités dangereuses de substances chimiques instables
~ Installations et appareils de protection collective vérifiés périodiquement et en parfait état de fonctionnement.
~ Entretien des E.P.I. et des vêtements de travail assuré par l’employeur.
~ Interdiction de fumer, boire et manger dans les zones de travail concernées.
~ Contrôle régulier des concentrations des agents chimiques représentant un risque pour la santé et la sécurité des travailleurs et des valeurs limites d’exposition professionnelle quand elles existent.
~ Accès limité, sécurisé des locaux où sont utilisés les produits chimiques dangereux
~ Mise en place d’une notice pour chaque poste ou situation de travail exposant à un agent chimique dangereux.

3) Tenir une liste actualisée des travailleurs exposés aux agents chimiques dangereux, très toxiques, nocifs, corrosifs, irritants, sensibilisants ainsi que cancérérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction.

4) Établir une fiche individuelle d’exposition (art. R.4412-41 du code du travail) par salarié exposé, à me retourner et en garder un exemplaire. Cette fiche est à mettre à jour régulièrement en cas de modification et à m’adresser à nouveau.

5) Veiller au respect du suivi médico-professionnel (art. R 4412-44 à R 4412-53 du code du travail), visites d’embauche, visites systématiques annuelles, visite de reprise ou si un salarié se déclare incommodé.

6) Elaborer une attestation d’exposition pour tout salarié qui quitte votre établissement quelque soit le motif.

Je suis à votre disposition pour toute question relative à l’application de cette démarche d’évaluation du risque chimique. Merci de me communiquer également cette liste de produits afin d’adapter au mieux ma mission de préservation de la santé au travail.

Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations respectueuses.
5.5 **MODELE DE FICHE INDIVIDUELLE D’EXPOSITION**

**FICHE INDIVIDUELLE D’EXPOSITION AUX ACD**

Art. R 4412-41 du Code du Travail
à renouveler régulièrement

**ENTREPRISE** :
Nom :
Adresse :

**IDENTITE DU SALARIE** :
Nom :
Nom de jeune fille :
Prénom :
Date de naissance :

**DEFINITION DU POSTE DE TRAVAIL** :
Date de l’affectation :
Nature des travaux :
Produits concernés :
Voies de pénétration :
Pulmonaire [ ]
Cutanée [ ]
Digestive [ ]
Temps habituel d’exposition :
par jour :
par semaine :
par mois :
Temps occasionnel d’exposition :
par an :
Contrôle de l’exposition :
(noter ici les résultats des mesures avec la date et les valeurs de référence)

**PROTECTION COLLECTIVE**

**PROTECTION INDIVIDUELLE E.P.I.**

**EXPOSITION(S) ACCIDENTELLE(S)**
Dates :
Durée :
Intensité :
Autres risques aux postes de travail (biologiques, physiques, chimiques) :

Date de transmission de la fiche :
Employeur :
Visa du médecin :
Signature du salarié :

Brom M. (MIRTMO), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST),
Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67),
Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST),
Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
5.6 **MODELE D’ATTESTATION D’EXPOSITION**

**ATTENTION D'EXPOSITION**
Art R 4412-58 du code du travail

**VOLET EXPOSITION**

Nom, prénom du salarié :
Adresse :
N° de Sécurité Sociale :

<table>
<thead>
<tr>
<th>ETABLISSEMENT</th>
<th>MEDECIN DU TRAVAIL</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>(Nom, adresse, n° SIRET)</td>
<td>(Nom, adresse, téléphone)</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Affectation à des travaux exposant à :

Poste de travail :

Date des exposition (début et fin) :

Niveau d'exposition :

Mesure de prévention

Le Médecin du Travail
(date et signature)

Le chef d'entreprise
(Date et signature)

Les données médicales sont transmises sous pli confidentiel au médecin choisi par l'intéressé.
VOLET MEDICAL

Nom, prénom :

Salarisé de l’entreprise :

Suivi médical (début, fin) :

Constatation lors de ce suivi médical :

Examens complémentaires effectués dans le cadre de la surveillance du risque :

Date et constatation du dernier examen médical avant la fin de l’exposition :

Divers

Date et signature du Médecin du Travail

Brom M. (MIRTMO), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)
5.7 **MODELE DE LETTRE POUR L'EMPLOYEUR, A ENVOYER AUX FOURNISSEURS**

Madame, Monsieur,

Nous avons bien réceptionné les fiches de données de sécurité (FDS) des produits que vous nous fournissez. Cependant, ces dernières ne répondent pas aux exigences de la réglementation française. Selon l'article R 4411-73 du Code du Travail et le guide d'élaboration des FDS de l'annexe II du titre IV de REACH, la fiche de données de sécurité doit être rédigée **en français** et compte **16 points**. Elle doit comporter les indications suivantes :

1. L'identification du produit chimique et de la personne, physique ou morale, responsable de sa mise sur le marché ;
2. L'identification des dangers ;
3. Les informations sur les composants, notamment leur concentration ou leur gamme de concentration, nécessaires à l'appréciation des risques ;
4. La description des premiers secours à porter en cas d'urgence ;
5. Les mesures de lutte contre l'incendie ;
6. Les mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
7. Les précautions de stockage, d'emploi et de manipulation ;
8. Les procédures de contrôle de l'exposition des travailleurs et les caractéristiques des équipements de protection individuelle adéquats ;
9. Les propriétés physico-chimiques ;
10. La stabilité du produit et sa réactivité ;
11. Les informations toxicologiques ;
12. Les informations écotoxicologiques ;
13. Des informations sur les possibilités d'élimination des déchets ;
14. Les informations relatives au transport ;
15. Les informations réglementaires relatives en particulier au classement et à l'étiquetage du produit ;
16. Toutes autres informations disponibles pouvant contribuer à la sécurité ou à la santé des travailleurs.

Vous avez l'obligation de nous fournir cette fiche actualisée et datée au moment de la première livraison et, par la suite, après toute révision comportant de nouvelles informations significatives sur le produit, sur ses propriétés ou sur les précautions à prendre lors de sa manipulation, en insistant sur ces modifications.

Nous vous demandons de bien vouloir actualiser vos fiches de données de sécurité afin qu'elles soient **conformes à l'annexe II du titre IV du règlement REACH** qui définit les exigences concernant la fiche de données de sécurité qui est établie pour une substance ou une préparation conformément à l'article 31 du même règlement ; ceci afin que nous puissions utiliser vos produits en toute sécurité.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleures salutations,

______________________________________________________________________________________________

Brom M. (MIRTMO), Chaigneau V. (SIST Colmar), Fonmartin K. (ACST-Pathologie professionnelle), Gehin P. (ACST), Gutenberg V. (AST 67), Haberer M. (CRAM 67), Martin C. (AST 67), Ourliac M. (AST 67), Reuter M. (AST 67), Ringenbach M. (Service médical Peugeot Mulhouse), Robé V. (AST 67), Schach V. (AST 67), Stempfer J-C. (ACST), Thomann N. (AST 67), Treser F. (AST 67)